

**Le système partisan français:  
multipolarité et bipolarisation contrainte**

DANIEL-LOUIS SEILER

Observatoire méridional du politique  
IEP d'Aix-en-Provence



*Institut de Ciències Polítiques i Socials*  
Adscrit a la Universitat Autònoma de Barcelona

WP núm. 266  
Institut de Ciències Polítiques i Socials

Barcelona, 2008

L'Institut de Ciències Polítiques i Socials (ICPS) [Institut des Sciences Politiques et Sociales] est un consortium créé en 1988 par la Diputación [Conseil général] de Barcelone et l'Universitat Autònoma [Université Autonome] de Barcelone, cette dernière institution étant celle à laquelle il est attaché à des effets académiques.

“Working Papers” est l'une des collections publiées par l'ICPS, spécialisée dans la publication –dans la langue originale de l'auteur– de travaux en élaboration d'investigateurs sociaux, dans le but de faciliter leur discussion scientifique.

Leur inclusion dans cette collection ne limite pas leur postérieure publication par l'auteur qui préserve l'intégrité de ses droits.

Ce travail ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'auteur.



Universitat  
Autònoma  
de Barcelona



Diputació  
Barcelona  
xarxa de municipis

Edición: Institut de Ciències Polítiques i Socials (ICPS)  
Mallorca, 244, pral. 08008 Barcelona (España)  
<http://www.icps.cat>

© Daniel-Louis Seiler

Dessin: Toni Viaplana

Imprimerie: a.bís

Travessera de les Corts, 251, entr. 4a 08014 Barcelona

ISSN: 1133-8962

DL: B-31.043-08

Les élections présidentielles et législatives de mai-juin 2007 témoignent d'une reconfiguration du système de partis dont l'histoire électorale de la France semble coutumière<sup>1</sup>. La confrontation des deux scrutins révèle des contrastes particulièrement saisissants. D'une part, à quelques semaines d'intervalles les présidentielles connurent un taux de participation historique, marque d'une mobilisation profonde de l'électorat, de l'autre, les législatives virent une chute toute aussi historique du nombre des votants, marque d'une démobilisation sans pareille de l'électorat. Second contraste tout aussi saisissant: alors que les présidentielles se caractérisaient par une tripartition des résultats entre UMP, PS et centre, le Front national en net recul, dominant néanmoins les «petits candidats», les législatives donnant une nette majorité en sièges à l'UMP du Président Sarkozy, réduisant le PS à une situation minoritaire malgré son redressement entre les deux tours et condamnant les dix-huit millions d'électeurs de François Bayrou à l'inexistence parlementaire, sinon politique, les verts et le PC à l'inféodation au PS, et l'extrême gauche à la rue, endroit où cette dernière se sent d'ailleurs fort à l'aise. Quant au FN...

La nouvelle carte parlementaire de l'Assemblée nationale a de quoi relancer l'éternelle querelle sur l'influence des modes de scrutin qui opposa, dans un débat historique, Maurice Duverger et Georges Lavau. De même la présence d'une UMP qui depuis 2002 atteint le niveau 2 sur l'échelle de Sartori, celui qui lui donne le statut de parti hégémonique, c'est à dire, l'échelon qui suit immédiatement le parti unique!<sup>2</sup> Fait plus surprenant encore si le système partisan français goûte particulièrement la présence d'un parti hégémonique et si, la droite classique –aujourd'hui l'UMP– bénéficie de ce statut depuis 2002 après en avoir connu les délices en 1968 et 1995, le PS le devint en 1981 pour la durée d'une législature.

Dans un petit livre à la fois concis et très stimulant consacré –sorti juste avant les présidentielles de 2007– au phénomène de présidentialisation du PS et de l'UMP, Gérard Grunberg et Florence Haegel viennent de relancer fort intelligemment le débat sur l'avènement du bipartisme, cher à Maurice Duverger<sup>3</sup>. Il est vrai que le bipartisme paraît

avoir acquis le statut de norme impérative sinon d'impératif catégorique aux yeux de la classe politico-médiatique française. Ainsi dans un éditorial publié à la veille du premier tour des présidentielles de 2007, Jean-Marie Colombani, alors directeur du réputé et très influent quotidien «Le Monde», adjurait ses lecteurs à voter soit pour Ségolène Royal soit pour Nicolas Sarkozy, il s'agissait d'écartier le trublion de centriste, François Bayrou, coupable du crime de lèse –bipartisme! Comme si le Royaume-Uni, qui s'interroge sur le maintien de son système électoral peu représentatif et qui en a changé au profit de la proportionnelle tant pour les européennes que pour l'élection des Parlements d'Ecosse et d'Ulster ainsi que pour le Conseil régional gallois, était plus démocratique que l'Allemagne, le Benelux, la Scandinavie ou la Suisse.

Pourtant les faits bruts donnent raison à Gérard Grunberg et Florence Haegel, si ce n'était le déséquilibre structurel institué au sein d'un système constitutionnel conçu en 1958 pour affaiblir le Parlement au profit de l'exécutif –présidence et gouvernement confondus– à un point tel qu'un gouvernement minoritaire peut gouverner face à une opposition divisée: les gouvernements socialistes de Rocard, Edith Cresson qui se succédèrent de 1988 à 1993 en sont la preuve patente. Comme la droite, toutes tendances confondues, est majoritaire au sénat depuis 1969 ce qui entraîne *ipso facto* le contrôle du Conseil Constitutionnel et celui du Conseil supérieur de l'Audiovisuel. Le seul point d'appui de l'opposition demeure les Régions dont 21 sur 22 sont à direction socialiste; cependant il s'agit d'une situation malsaine car outre le fait que dans un Etat unitaire, les Régions ne constituent pas un contrepoids comme le sont les *Länder* allemands, elle est de nature à engendrer des tensions entre le centre et la périphérie. En réalité le bipartisme ne signifie nullement l'existence d'un «Parlement croupion» ni même celle d'une «chambre introuvable» où de bons députés chaussés de godillots –dont Jean-Pierre Chevènement a dit un jour qu'il s'agissait «d'une belle et bonne chaussure»– obéissent au doigt et à l'œil aux volontés du gouvernement. Le bipartisme constitue un système partisan fondé sur l'équilibre relatif entre deux partis à vocation majoritaire (ce qui veut dire que d'autres formations peuvent être

représentées au Parlement) alterne au pouvoir de manière plus ou moins régulière. Le bipartisme qui ne dépend pas du mode de scrutin comme en attestent le tripartisme québécois avec un scrutin majoritaire à un tour ou le bipartisme portugais qui résulte de la proportionnelle, avec le système d'Hondt, le même qui donne le multipartisme en Belgique, dépend des «réalités sociales»<sup>4</sup>. Il résulte d'un système bipolaire le plus souvent fondé sur la présence d'un clivage unique mais comme le montre le cas, assez original de Malte, les deux pôles peuvent résulter des restes de deux clivages différents, occurrence très rare au demeurant.

La différence qui sépare le Parlement élu en 2007 de celui de 2002 c'est que le parti hégémonique semble l'être beaucoup moins et que, du point de vue de l'arithmétique parlementaire, la configuration de l'Assemblée offre les apparences du bipartisme, apparences que dément son fonctionnement réel. Par ailleurs, ce bipartisme résulte, non de l'état des forces politiques du pays, mais de contraintes institutionnelles imposées. Des contraintes qui agissant sur un électoral multipolaire peuvent engendrer des résultats aberrants établissant l'hégémonie du parti du président avec, par surcroît un biais très net en faveur de l'UMP et de ses devancières puisque le PS ne bénéficie de cette situation hégémonique artificielle qu'en 1981, dans la foulée de la victoire de François Mitterrand aux présidentielles.

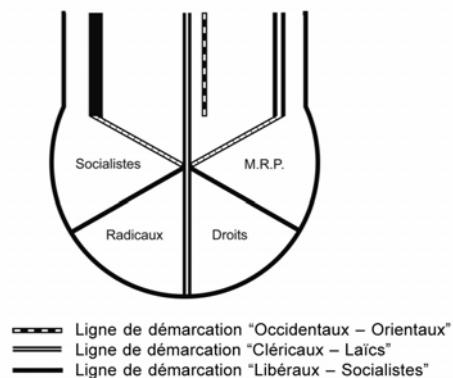
### **Une France multipolaire**

La France n'est ni l'Angleterre ni davantage le Portugal en la Castille; elle s'apparente plus aux cas de l'Allemagne, de l'Italie et des pays du Benelux même si, depuis 1958, tant ses institutions que son système partisan s'en éloignent. C'est à dire que le système français est multipolaire même si à deux reprises il se bipolarise; c'est à dire, également, que le centrisme existe et qu'il n'est pas un point médian sur un continuum droite –gauche mais, un pôle orthogonal par rapport aux deux autres, qu'il constitue, en quelque sorte, «un ailleurs». En regardant de plus près, il n'y a pas que le centre à être non réductible à l'axe dominant de la vie politique française, le front national présente aussi ce caractère.

Le caractère multipolaire du système des clivages et des partis n'empêcha point deux épisodes importants de bipolarisation qui engendrèrent, non le bipartisme mais l'opposition entre deux coalitions de partis. Il faut donc, à la suite de Giovanni Sartori, distinguer soigneusement la polarité d'une part, de la polarisation d'autre part. La polarité qui revêt deux occurrences systématiques –soit la polarité et la multipolarité– résulte de la présence de clivages politiques qui déterminent l'alignement des partis de manière durable en les opposants autour de deux ou plusieurs pôles<sup>5</sup>. La polarité, c'est à dire la présence de pôles, implique une *distance idéologique* qui les sépare de façon à ce qu'ils se repoussent mutuellement excluant, en règle générale, toute alliance entre eux; ce qui signifie, suivant Sartori, l'existence d'un spectre politique plus *idéologique* que *pragmatique*. En revanche, en situation de multipolarité, l'alliance entre des pôles qui ne se situent pas sur le même axe d'opposition et, partant, procédant de clivages distincts est source de fréquentes coalitions; les pôles se trouvant *de facto* en position centriste eût égard aux clivages dont ils ne procèdent pas. La bipartisme résulte d'ordinaire de la bipolarité qui en constitue une condition nécessaire mais pas suffisante, cette dernière pouvant s'accompagner d'un fractionnement des partis –extrême-droite, droite, centre-droit, centre-gauche, gauche et extrême-gauche– qui engendre le multipartisme selon les thèses classiques de Maurice Duverger. Un mode de scrutin majoritaire permet alors de créer le bipartisme. On peut légitimement penser que l'introduction du système majoritaire à deux tours produirait cet effet au Danemark, n'était l'attachement des Danois à la proportionnelle dont la supériorité représentative et donc démocratique est évidente.

Cependant, Duverger lui-même, très anglophile –voire «Westminsteromanique»– constatait que le multipartisme ne résultait que rarement, du fonctionnement d'un conflit, naturellement dualiste. Il convenait de ce que le multipartisme résultât, le plus souvent, du phénomène de superposition des dualismes, à savoir –dans le vocabulaire propre à l'auteur– de ce que la science politique internationale qualifiera, à la suite de Rokkan ou de Lijphart d'entrecroisement des clivages («cross-

*cutting cleavages»). Duverger en donne ci-dessous une illustration graphique concernant le système de partis tel qu'il exista sous la Quatrième République.*



Cet aspect de l'ouvrage classique de l'auteur se vit très souvent occulté par les politistes qui ne retinrent que le dualisme droite/gauche, réduisant l'espace des oppositions politiques à un axe universel, intemporel et, bien sûr absolu<sup>6</sup>.

Le phénomène de polarité peut entraîner, en corollaire, celui de *polarisation*. C'est à dire *l'intensité idéologique* que revêt la polarité. Elle affecte tant les systèmes bipolaires que multipolaires, l'intensité du conflit s'ajoute alors à la distance idéologique séparant les pôles opposés<sup>7</sup>. La présence d'un état de polarisation au sein d'un système multipartite n'entraîne pas forcément la multipolarisation; c'est à dire, ce multipartisme polarisé dont le cas de la République de Weimar inspira de grandes appréhensions chez Sartori qui craignait de le voir se reproduire en Italie. L'Histoire a, par une de ses ruses chère à Hegel, dissipé les angoisses de l'auteur montrant que la Suisse –et aussi les Pays-Bas– constituent la règle en Occident –au demeurant provisoire– et Weimar l'exception. La bipolarisation peut également et tout autant concerner le multipartisme multipolaire, fractionnant les camps non polarisés et imposant des coalitions sur la base de la logique conflictuelle ami/ennemi où «qui n'est pas avec moi est contre moi» et où les formations qui refusent de s'aligner sont impitoyablement laminées.

## **Le gaullisme et la première bipolarisation (1962-1974)**

L'objectif du général de Gaulle, revenu aux affaires en 1958, n'était certes pas de bipolariser, c'est à dire de diviser. Au contraire son nationalisme unanimitaire le portait à jouer le rôle de rassembleur, d'arbitre situé au dessus des partis, de ce «régime des partis» qu'il n'aimait guère mais qui le contraignit à se poser, *de facto* en chef de camp sinon de parti.

Pour la première fois depuis l'immédiat Après-guerre, de Gaulle fut très près, au début de la V<sup>e</sup> République, de réaliser son projet unanimitaire, ne laissant dans l'opposition que les communistes –présentés comme hors système– et quelques vieilles barbes radicales anticléricales qui se résignaient d'autant moins à la mort de la IV<sup>e</sup> République qu'ils demeuraient encore nostalgiques de la Troisième. Ainsi, le dernier gouvernement de la Quatrième, présidé par le général, et qui rédigea la nouvelle Constitution, comprenait des socialistes dont leur chef, Guy Mollet, ministre d'Etat, contribua, aux côtés du Garde des sceaux, Michel Debré à l'établissement du texte constitutionnel. Par contre, échaudé par sa défaite aux législatives qui suivirent le référendum de 1958, le Parti socialiste SFIO refusa de participer au gouvernement de Michel Debré qui inaugura officiellement la liste des ministres de la cinquième République; cependant, le ministère de l'Education nationale était occupé par un membre éminent et respecté du parti, André Bouloche qui n'avait ni l'aval de sa direction politique ni son opposition: «Le parti socialiste SFIO ne participe pas. Mais il soutient le gouvernement dans sa politique algérienne»<sup>8</sup>. Droite classique –CNI– radicaux et démocrates chrétiens –MRP– participant pleinement à la coalition gouvernementale que le Premier Ministre de la V<sup>e</sup> République a voulue la plus large possible. La seule opposition réelle et systématique se composait du Parti communiste et des quelques élus du PSU. Ils seront rejoints, au fur et à mesure que progresse l'idée d'accorder l'indépendance de l'Algérie, par un contingent de plus en plus important de députés issus de la droite-extrême et de l'extrême-droite, dissidents des rangs gaullistes. Pour le reste l'Assemblée nationale compose encore ses majorités sur son mode habituel, celui qui prévalait sous la IV<sup>e</sup> mais qui régit, aujourd'hui encore, le Parlement

Européen, celui de la Suisse ou le Congrès des Etats-Unis, c'est à dire, celui des «majorités d'idées» selon la formule investie par Edgar Faure. «Peut-être» nous disent Jean-Louis Quermonne et Dominique Chagnollaud, «Absence de clivage fixe entre majorité et opposition, plus sûrement, dans la mesure où l'affaire algérienne empêche le centre gauche de s'enfermer dans une opposition systématique, et conduit l'extrême-droite à voter contre la politique du général de Gaulle chaque fois qu'il s'agit de l'Algérie»<sup>9</sup>. En définitive le système de partis des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> République, se perpétua sous la première législature de la cinquième, un multipartisme multipolaire, fondé sur l'entrecroisement de plusieurs clivages dont les deux principaux étaient les clivages Possédants/Travailleurs d'une part et Eglise/Etat de l'autre, auxquels s'ajoutaient périodiquement un clivage Centre/Périmétrie qui ne se traduisait qu'à travers des partis centralistes. C'est ce dernier clivage qui réactivé par la crise algérienne porta le coup de grâce à la Quatrième République et se trouva à l'origine de la première bipolarisation qui s'effectue, en apparence, sur le ralliement ou l'opposition tant au personnage du général de Gaulle qu'à la politique qu'il entendait poursuivre.

«La guerre d'Algérie terminée et les accords d'Evian approuvés par la quasi-unanimité des électeurs, Communistes compris, les groupes parlementaires du centre et du centre-gauche perdent la raison essentielle qui les retenait de verser dans l'opposition»<sup>10</sup>. En fait les partis politiques les plus attachés au Régime parlementaire voire au «régime d'Assemblée» et partant les plus identifiés à la Quatrième république, essentiellement les socialistes SFIO et la droite conservatrice-libérale «classique» ainsi que les Radicaux demeurés empêtrés dans les habitudes de la Troisième, pensaient utiliser «l'homme du 18 juin» afin de régler le conflit algérien pour le renvoyer ensuite à Colombey-les-deux-Eglises. Ce dernier ne l'entendait pas de cette oreille. Suivant sa tactique habituelle, il passa à l'offensive en s'adressant directement au peuple par dessus le Parlement et soumit l'importante révision constitutionnelle –celle organisant l'élection du Président de la République au suffrage universel direct– au référendum

en octobre 1962. La question de l'élection directe constitua ainsi l'enjeu de la première bipolarisation et structura le système de partis jusqu'aux présidentielles de 1974, elle opposa, avec des accents dignes de la Troisième République, les républicains purs et durs dénonçant le «pouvoir personnel» –certaines comme François Mitterrand et Pierre Mendès-France depuis 1958–, d'une part aux inconditionnels de «l'homme du 18 juin» et aux réformateurs toujours soucieux de renforcer l'exécutif et volontiers enclins à céder à leurs penchance technocratique.

Cependant l'arbre ne doit pas nous cacher la forêt: derrière cette confrontation institutionnelle affleure un clivage réel dont le référendum et les élections législatives de 1962 représente le point d'acmé mais qui se manifeste progressivement dès les débuts de la Cinquième République et dont la levée de l'hypothèque algérienne permet l'expression. Ce clivage divise, en fait, la «droite» surtout mais aussi la «gauche» dont l'électorat se révèle tout autant divisé même si les secteurs de gauche de la classe affichent une unité plus grande. Il oppose, en fait, ceux qu'on appelle aujourd'hui, souverainistes, partisans –selon les mots du général– de l'indépendance nationale et de «l'Europe des patries», à ceux, confondus, de «l'atlantisme» et de l'Europe supranationale. Ainsi la démission, le 15 mai 1962 des 5 ministres MRP suite aux critiques du Président à l'encontre de l'intégration européenne manifeste clairement la ligne de partage suivant laquelle s'effectuera la cassure, à l'automne. La configuration politique traduit en fait l'entrecroisement de deux clivages car même si la bipolarisation s'effectue dans l'alignement d'une opposition portant sur le conflit «Centre/Péphérie» –entendu dans une lecture rokkanienne– ou –en termes classiques– sur la «question nationale», la confrontation «droite/gauche», c'est à dire opposant les libéraux aux dirigistes, demeure bien présente. Ainsi, la gauche «pure et dure» représentée par le Parti communiste et le PSU qui, pour le premier, combat le gaullisme tout en partageant *de facto* les mêmes options européennes et atlantiques tandis que le second est européen mais hostile à l'atlantisme, se trouve pris à contre pied<sup>11</sup>.

Au pôle gaullo-souverainiste dit V<sup>e</sup> République, la part principale revient à l'UNR (Union pour la nouvelle république) composé des inconditionnels du gaullisme qui viennent de se fédérer avec l'UDT (Union démocratique du Travail), parti créé par des gaullistes issus de la gauche. Attachée à «l'Indépendance nationale» mais aussi à «l'ardente obligation du plan» –selon la formule chère au général de Gaulle– et partant dirigiste, l'UNR correspond mal à la droite telle que nous l'avons définie. Formation populaire, elle incarne le courant nationaliste et plébiscitaire que le regretté René Rémond qualifia sous le vocable de «droite bonapartiste»<sup>12</sup>. Quant à la «droite classique» ralliée à de Gaulle, elle s'organise à côté de l'UNR-UDT, en alliance avec elle et autour des ministres CNI (Centre national des Indépendants) dont le plus célèbre est le futur Président de la République, Valéry Giscard d'Estaing et le très «répressif» ministre de l'intérieur Raymond Marcellin, épaulés par une maigre cohorte de douze députés dirigés par le député –maire de Metz Raymond Mondon<sup>13</sup>. Ils deviendront les Républicains indépendants puis les «giscardiens» qui se fondront en 2002 dans l'UMP et dont les derniers héritiers à se rallier seront, en 2007, Gilles de Robien et l'actuel ministre de la défense Hervé Morin, issus de l'UDF<sup>14</sup>. Quelques rares députés démocrates-chrétiens (MRP) bénéficièrent également de l'investiture de l'Association pour la V<sup>e</sup> République, conçue, sous la présidence du grand écrivain et ministre de la Culture, André Malraux, afin de coordonner les efforts électoraux de tous ceux décidés à soutenir le général.

Sauf à donner au vocable «gauche» une extension particulièrement large, il est difficile de considérer le général de Gaulle comme un homme de droite: il n'aimait guère la bourgeoisie et moins encore le capitalisme qui constituaient, à ses yeux, des féodalités. «Les féodaux», écrivait-il le 12 novembre 1947, «ne seront jamais favorables à un Etat qui fasse réellement son métier et qui par conséquent les domine»<sup>15</sup>. Il était tout aussi hostile aux syndicats comme à tout ce qui, selon lui, divisait la volonté nationale et entravait l'action de l'Etat. De Gaulle incarne à merveille, le «ni droite ni gauche» qui caractérise le nationalisme authentique qui voit dans l'Etat, la Nation en actes, préfère la France aux

Français et s'exprime volontiers dans ce style que François Borella qualifie de «césarisme plébiscitaire»<sup>16</sup>. En définitive, le «gaullisme du général de Gaulle» transcende le clivage Possédants/Travailleurs de manière parfaite et ressortit, à nos yeux, au versant centraliste du clivage Centre/Périphérie, tel que défini par Stein Rokkan. Dès lors et en dépit de toutes ses spécificités, (chaque courant politique, chaque parti, possède des éléments spécifiques) il entre de plein droit dans une famille européenne de partis: celle du nationalisme d'Etat et ne constitue pas une «exception française». Une précision d'autant plus nécessaire que, sous le couvert des techniques quantitatives et au nom d'un *Rational Choice* sur-simplifié, nombre de travaux de science politique recourent, de façon totalement acritique, au schématisation d'un axe droite-gauche marqué au coin du *conceptual stretching!*<sup>17</sup>.

Face au pôle gaulliste comprenant une droite, un centre nationaliste UNR et une gauche UDT, «le cartel des Non» offre un profil radicalement symétrique avec également sa droite, le CNI, deux centrismes –le radical, laïc et le MRP démocrate chrétien– et sa gauche la SFIO socialiste. A côté du cartel qui présente son programme, mais *de facto* l'allié de ce dernier, le PCF et le PSU qui accepte l'alliance explicite avec les communistes. «Le cartel des non» apparaît donc comme l'alliance des partis qui participèrent au jeu des coalitions gouvernemental qui fit les beaux jours de la Quatrième République. De fait et envisagés sous l'angle du clivage droite/gauche, opposant dirigistes et libéraux, SFIO et MRP se démarquent très nettement des radicaux et du CNI tandis que le problème de la laïcité (le clivage Eglise/Etat au sens de Rokkan), rapproche SFIO et radicaux contre MRP et CNI.

«Heureusement pour lui», écrit Jean Charlot, «le cartel est beaucoup plus uni en matière de *politique de défense et d'affaires extérieures*»<sup>18</sup>. Les quatre partis rejettent catégoriquement la vision gaullienne de l'Indépendance nationale. D'une part ils manifestaient leur volonté de poursuivre et de pousser plus avant le processus d'intégration européenne sur une base résolument suprationale. Les quatre formations politiques militaient donc en faveur du fédéralisme européen, avec un point d'orgue

pour le MRP et la SFIO qui incarnaient en France, l'un la démocratie chrétienne, l'autre le socialisme démocratique, à savoir les deux faces qui, longtemps constituèrent le moteur de l'unification européenne. D'autre part ils témoignaient de leur attachement à l'OTAN et à la relation très privilégiée avec les Etats-Unis. Dès lors on comprend leur hostilité à la force de frappe voulue par le générale: une hostilité de principe pour les conservateurs du CNI, soucieux de maintenir le pays sous le bouclier nucléaire européen, une hostilité quant aux moyens pour la SFIO qui entendait intégrer la force de frappe dans l'Alliance Atlantique et pour le MRP –nostalgique de la CED– qui la voulait dans le cadre européen. Le programme du Cartel l'opposait aux trois formations gaullistes mais aussi au Parti communiste. Ironie de l'histoire et poids de la force électorale que représentait le PCF, c'est ce dernier que les résultats électoraux érigèrent en maître du jeu face au gaullisme.

D'un côté, il offrit à l'UNR l'occasion d'utiliser le vieil épouvantail du «péril rouge» qui, selon le camp gaulliste, n'avait jamais été aussi menaçant. L'argument porta car on assista, par rapport au scrutin de 1958, à un effondrement du CNI au profit des candidats du front gaulliste et à un recul du MRP. De l'autre le PCF parvint à rompre son isolement, les socialistes s'empressant de pratiquer le front commun des partis de gauche en sollicitant les suffrages communistes tout en donnant la consigne nationale –au second tour– de «battre les candidats du pouvoir personnel» c'est à dire ceux du front gaulliste. De fait au second tour, le 25 novembre 1962, sur 192 circonscriptions où ne demeurent que deux candidats, 103 voient s'affronter l'UNR et le PCF. Ainsi se réalise, provisoirement, une prophétie d'André Malraux: «il n'y aura plus en France que les communistes et nous»<sup>19</sup>. L'UNR retire le plus grand bénéfice de ce type d'affrontement. Il faut ainsi 97.000 voix pour faire élire un communiste là où il suffit de 26.000 pour un UNR! Les progrès du PCF en sièges furent néanmoins conséquents –de 10 députés à 41– car il avait pu rompre l'isolement qui était le sien en 1958. Les socialistes qui perdirent des voix gagnèrent des sièges grâce au désistement des communistes et de leurs partenaires du cartel qui avaient assez largement pratiqué l'unité de

candidature ainsi la SFIO n'opposa aucun candidat à Paul Raynaud, CNI, figure de la droite classique sous la Troisième République mais surtout à Bertrand Matte, grand patron du Nord, issu d'une «dynastie bourgeoise» –descendant d'Eugène Matte– et président du CNI<sup>20</sup>. Par contre les triangulaires furent moins favorables au front gaulliste qui se plaignit d'avoir perdu 22 sièges du fait du maintien du candidat MRP<sup>21</sup>.

A côté de l'UNR-UDT et des Républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing, ce fut le PCF qui apparut comme le vainqueur des législatives de 1962: il progressa en voix mais surtout en sièges même si le nombre de ses députés restait incroyablement réduit du fait du mode de scrutin mais, surtout, il avait rompu l'isolement qui était le sien en 1958. Désormais la gauche non communiste devait compter avec lui faute de quoi elle connaîtrait la situation du MRP et du CNI.

La réinsertion du PC dans le jeu électoral modifiait totalement la donne contribuant à lui donner plus de fluidité. Face à un pôle gaulliste fondé sur une alliance solide constituée autour de l'UNR-UDT, l'opposition était éclatée. De fait, elle se composait de quatre ensembles, de gauche à droite: le PCF, suspect aux yeux du plus grand nombre de citoyens, car parti qui, selon les mots du leader socialiste Guy Mollet, «ne se situait ni à gauche ni à droite mais à l'Est»; ensuite les socialistes, ceux traditionnels de la SFIO, laïcs et petits fonctionnaires et les socialistes de gauche du PSU; au centre le radicalisme anticlérical et laïc composé du Parti radical et de ses affiliés ou de ses dissidents d'une part et de l'autre de la démocratie –chrétienne, à savoir le MRP dont une partie des députés—dont Maurice Schumann —avait été élu avec le label V<sup>e</sup> République; à droite les survivants du CNI. Animateurs du «Cartel des non» et bénéficiaires principaux du désistement communiste, les socialistes se trouvaient de facteurs les maîtres du jeu ou, en tous cas, incontournables au sein de l'opposition au gaullisme. Deux stratégies étaient concevables sur la base d'une ouverture soit au centre soit à gauche, Guy Mollet préférant le statut quo qui consistait à maintenir intacte la «vieille Maison» en jouant électoralement sur les deux tableaux.

Cependant tous les socialistes ne l'entendaient pas de cette oreille et le maire de Marseille et patron de la puissante fédération SFIO des Bouches-du-Rhône annonça sa candidature en vue des présidentielles de 1965. Une candidature qui ne plaisait guère à Guy Mollet et dont le déplaisir s'accrut encore devant le projet de Fédération démocrate et socialiste annoncée par le candidat car, ce dernier, Gaston Defferre, entendait tenir compte du changement profond causé par l'élection directe du Président de la République. face à la conviction, largement partagée par les sondeurs et les médias, que le général serait réélu en 1965, le maire de Marseille était arrivé à la conclusion que «l'après-gaullisme» passait par une reconfiguration des forces politiques et que ce dernier objectif l'emportait sur celui de battre de Gaulle. Ainsi, Gaston Defferre écrivait-il, dans son livre-programme, que «changer les structures politiques françaises à l'occasion de la campagne présidentielle, même si l'on doit être battu à l'élection, c'est une tâche passionnante et qui prépare l'avenir»<sup>22</sup>. Dans l'esprit du candidat et des intellectuels –dont le plus actif était le patron de l'Express, Jean-Jacques Servan-Schreiber– qui le soutenaient et s'étaient regroupés dans les Comités Horizon 80, il fallait recomposer le paysage politique français pour affronter non seulement la novation introduite par l'élection du Président de la République au suffrage universel mais encore encadrer les mutations subies par la société française. Aux yeux de Gaston Defferre et de ses amis mais aussi de nombreux clubs politiques qui entendaient rénover la gauche, tant l'UNR que le PCF incarnaient, chacun à sa manière, une forme de conservatisme, de sclérose.

Il ne s'agissait donc, pour les initiateurs de la fédération démocrate et socialiste, nullement de donner une apparence de cohérence au défunt «Cartel des non» mais de poser les bases d'une force politique nouvelle en fédérant la SFIO, le MRP, les radicaux et les «clubs». En fait ce type d'ouverture avait déjà été testé, à la Libération, par Léon Blum et Daniel Mayer, sur le modèle du travaillisme britannique et il échoua, lors du congrès de la SFIO qui porta à sa tête et pour longtemps, l'intégriste de la «Vieille Maison», Guy Mollet<sup>23</sup>. Le même Guy Mollet parvint également à

faire échouer le projet de «grande fédération», malgré le feu vert donné par les congrès des partis concernés: MRP, SFIO, radicaux et Convention des institutions républicaines<sup>24</sup>. La pierre d'achoppement qui permit au premier secrétaire de la SFIO de faire trébucher le projet porté par son camarade Gaston Defferre, fut la question de la laïcité. Guy Mollet put d'ailleurs compter, pour ce faire, sur le concours de Jean Le Carmet et de Joseph Fontanet, respectivement président et secrétaire général du MRP; ces derniers appartenant au courant démocrate-chrétien qui préconisait une ligne centriste contre les nostalgiques du «travaillisme à la française». On notera que ce fut la SFIO qui apparut comme le paragon de la laïcité pure et dure et non le Parti radical qui se montra souple et accommodant alors que les liens historiques de cette formation avec la franc-maçonnerie sont essentiels. En fait, comme l'écrivit un éminent témoin et acteur de ces événements, le Doyen Georges Vedel, «le sentiment de fatalisme et de résignation face à de Gaulle qui est le fonds même de la vie des appareils de partis [...] ainsi que le refus d'accepter une analyse quelconque qui fasse croire à des mutations de la société française» furent à la base de l'échec<sup>25</sup>. Ainsi les dirigeants du MRP marchèrent vers l'avenir à reculons, persuadés qu'après le départ du Sénégal, leurs électeurs séduits par le gaullisme reviendraient à leurs premières allégeances tandis que la vision de Guy Mollet était moins dynamique encore: préserver l'acquis, les restes de la SFIO, c'est à dire ses élus, bénéficiaires d'alliance aussi précaires que contradictoires<sup>26</sup>.

Ainsi les présidentielles de décembre 1965 virent, par le truchement des principaux candidats, s'affronter trois courants historiques de la vie politique française: les républicains nationaux incarnés par le général de Gaulle qui rassembla sur son nom la droite bonapartiste et le plus clair des suffrages de la gauche jacobine; les démocrates-chrétiens et les libéraux, rassemblés autour de la candidature de Jean Lecanuet tandis que François Mitterrand commençait son ascension en tant que candidat unique de la gauche –SFIO, radicaux, et clubs– mais aussi soutenu par le PCF ainsi que, à contre cœur par le PSU<sup>27</sup>. En termes partisans cela signifiait trois camps. D'abord la majorité à savoir le front gaulliste constitué autour de

l'UNR-UDT mais où, sans le *leadership* dynamique de Valéry Giscard d'Estaing, les Républicains indépendants s'autonomisaient de plus en plus. Ensuite la gauche électoralement unie comprenant la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS), la «petite fédération» mise sur pieds par François Mitterrand qui entendait constituer l'alternative à la majorité gaulliste en adoptant une stratégie électorale fondée sur les désistements réciproques et exclusifs avec le PCF. Dès lors plus question d'alliances ponctuelles et au cas par cas avec le MRP. La FGDS fédérait trois partis, la SFIO, le Parti radical et la Convention des institutions républicaines. Cette dernière comprenant outre des vestiges de l'UDSR –Mitterrand lui-même, Roland Dumas et Louis Mermaz– ceux d'entre les «clubs» qui acceptaient l'alliance avec les communistes. Le centre, enfin, complètement restructuré par Jean Lecanuet qui avait obtenu la mise en sommeil du MRP qui ne se réveilla jamais. Fort de son succès, il avait avec 15% des votes au premier tour, provoqué la mise en ballottage du Président de Gaulle, le candidat centriste constitua un nouveau parti, le Centre démocrate hostile à tout compromis avec le parti communiste, très européen et probablement atlantiste. Exclu de toute alliance par la FGDS et refusant tant le PC que l'UNR-UDT, le Centre démocrate se retrouva, par la force des choses, déporté vers la droite, bien plus à droite que le MRP. Car le nouveau parti s'était ouvert aux conservateurs libéraux du CNI dont le plus actif était Bertrand Matte, le grand industriel du Nord et ancien animateur du «Cartel des non»; ces derniers souvent anciens partisans de «l'Algérie française», se trouvaient, pour la plupart, situés à la droite de l'UNR sinon toujours des Républicains indépendants. La présence d'anciens UDSR –comme René Plevén– et de radicaux en rupture de ban avec leur parti comme Jacques Duhamel ou Maurice Faure, ne suffisait pas à rééquilibrer le Cd vers le Centre. Ajoutons que la nouvelle formation comptait également dans ses rangs des caciques locaux tel Jacques Médecin dont la corruption avérée finira, mais un peu tard, à être sanctionné par la justice. Par comparaison avec d'autres regroupements construits sur la même logique, songeons à l'UDF en 1978, l'élément

démocrate-chrétien demeurait le noyau dur et l'élément moteur même si la gauche du MRP rejoignit, Robert Buron à Objectif 72.

Les scrutins législatifs de 1967 et 1968 confirmèrent la configuration apparue lors des présidentielles de 1965. Une bipolarisation artificielle imposée par le système électoral qui ne dissimule que par une structure multipolaire. En 1967 l'opposition ou plutôt les oppositions l'eurent emporté si l'heureux renfort des DOM-TOM n'était venu donner une victoire *in extremis* au front gaulliste, alors qu'en 1968 –après les «événements»— ce dernier écrasa ses adversaires. Cependant au sein des oppositions, la situation s'était nettement clarifiée du fait de la présence de la FGDS et du Centre démocrate. Les trois pôles s'affirmaient bien distincts. La V<sup>e</sup> République maintenant une grande cohérence ne parvenait plus à faire le vide entre le gaullisme et le communisme: 1967, 1968, 1969 et 1973 infirmèrent la prédiction d'André Malraux. Surmontant l'animosité ancienne des radicaux et de nombre de SFIO à l'encontre du PCF, la constitution de la FGDS, alliée dès le premier tour au PSU, contribua à établir un front électoral entre la gauche non communiste d'une part et PC de l'autre. La dynamique enclenchée par la candidature de François Mitterrand aux présidentielles de 1965 et le score fort honorable qu'il obtint face au général de Gaulle se maintenait. Malgré un certain recul électoral, le parti fédérateur de Jean Lecanuet semblait également se révéler gagnant. Cependant, à part l'option européenne et atlantiste, d'ailleurs partagée par la FGDS –sauf vis-à-vis de l'OTAN qui suscitait des réserves chez certains membres de la CIR— le centre démocrate constituait plus un centrisme de rejet –du gaullisme et du PC— qu'un centrisme d'adhésion. La comparaison effectuée par François Goguel entre les scrutins de 1965 et 1967, révèle qu'une grande partie de l'électorat de M. Tixier-Vignancour s'était, dès le premier tour de mars 1967, porté sur le Centre Démocrate et se reporta sans états d'âme lors du second tour, sur les candidats de gauche, alors que la majorité des électeurs centristes issus du MRP se réfugiait dans l'abstention. Refusant la bipolarisation, le Centre Démocrate appartenait néanmoins à l'opposition. Ainsi ne présenta-t-il pas de candidature contre la FGDS, si la présence centriste risquait de favoriser le PCF. De même

rendit-il le même service à des candidats gaullistes, menacés par ceux du parti communiste, censés être proches des thèses centristes, ainsi Jean Charbonnel à Brive. Cependant, nombre de candidats de la FGDS ne durent pas subir la concurrence du Centre Démocrate. Tantôt, et par symétrie «centriste» avec le cas de gaullistes ou d'ex-centristes ralliés à la majorité: ce sont de nombreux radicaux comme Félix Gaillard, ou certains SFIO très éloignés du PCF comme André Chandernagor –comme pour sa défense du régime parlementaire– ou André Delélis. Tantôt il s'agit d'affirmer clairement l'appartenance du Centre à l'opposition par une symbolique forte: ainsi celui-ci ne présente personne contre François Mitterrand et même contre Pierre Mendès-France à Grenoble dont les qualités personnelles justifient l'attitude du Centre Démocrate en dépit de l'étiquette PSU portée par l'ancien Président du Conseil. Il est difficile de trouver quelque réciprocité de la part de la FGDS à l'égard du Centre. L'absence de fédérés dans certaines circonscriptions de l'Ouest profond s'explique par l'impossibilité de soutenir ou même de trouver un candidat. Néanmoins certaines situations évoquent, peut-être, une relative réciprocité de la gauche envers le Centre: l'ancien MRP Pierre Abelin, par exemple, ne se voit pas opposer de concurrent FGDS, mais ce dernier n'aurait pas eu la moindre chance de faire bonne figure.

La tripartition du spectre politique et partisan français entre les gaullistes et leurs alliés, la gauche et le centre, semblait durablement enracinée. Elle bénéficie depuis 1962 à la majorité «V<sup>e</sup> République» qui avait pu et su tirer un profit maximal du mode de scrutin. La présence, à gauche, d'une alliance électorale au second tour entre FGDS d'une part et PCF de l'autre, compte tenu de la crainte ou de l'hostilité suscitées par le communisme auprès des électeurs centristes maintenait une distance relative entre les anciens partenaires du «Cartel des non». Le choix imposé à la SFIO par Guy Mollet écartait le centre, obligé de rallier à la majorité ou de disparaître. Il servait, à court terme, les desseins et les intérêts du camp gaulliste mais François Mitterrand avait compris, qu'à terme, un pôle de gauche solide pouvait inverser la tendance et, partant, la majorité parlementaire ou électorale. Encore fallait-il, pour ce faire, lever

l'hypothèque que faisait peser, sur le destin de la gauche, la présence d'un Parti communiste qui, en suffrages, faisait mieux que la FGDS et le PSU réunis. Jean Lecanuet et le centre Démocrate n'avaient, pour survivre, dès lors que fort peu de choix: courber l'échine, résister tant que faire se peut, au processus d'érosion, entre la Majorité gaulliste et la gauche, afin d'attendre le décès ou le départ du général qui ramenait au bercail centriste le gros bataillons des brebis MRP séduites par «l'Homme du 18 juin».

En définitive c'est la stratégie menée, avec intelligence, ruse et détermination par François Mitterrand qui l'emporta. Mais rien n'était joué au départ et d'autres scénarios auraient pu s'imposer. En 1968 après la crise de mai et des élections législatives désastreuses pour la FGDS, celle-ci se disloque et François Mitterrand replié sur une *Convention des institutions républicaines* réduite à deux députés –lui-même et André Labarrère à Pau– fait à nouveau figure de *has been*. L'échec du général de Gaulle au référendum du 27 avril 1969, suivis de son retrait volontaire ne furent pas son fait et ne doivent pas s'inscrire au crédit de la gauche. Le leader du camp du non ne vient pas de ses rangs mais du centrisme: Alain Poher, Président du Sénat, ancien Président du groupe démocrate-chrétien du Parlement européen, ancien Président du Parlement européen et personnalité rassurante s'il en est, derrière lequel se rangent tous les adversaires du général sauf le PCF et le PSU qui mènent leur propre campagne mais cela ne change rien car, dans un référendum plébiscitaire, les motivations n'importe guère. Pire, le pôle «V<sup>e</sup> République» s'est divisé: Valéry Giscard d'Estaing, chef et fondateur des Républicains indépendants est passé «des cactus» et du «oui mais» à un «non» catégorique. Par ailleurs, la peur du vide qu'exploita si bien le général, perdait son fondement: le gaullisme modéré possédait désormais un recours en la personne de l'ancien Premier ministre Georges Pompidou. Lors des élections présidentielles du 1<sup>er</sup> juin 1969 le candidat centriste, Alain Poher, devança les candidats de gauche et échoua devant Georges Pompidou au second tour, le 15 juin 1969. Le pôle gaulliste s'est reconstitué autour du véritable vainqueur des législatives de 1968, les giscardiens y pèsent plus

lourd qu'auparavant et, au vu du résultats des présidentielles, s'était même élargi: Pompidou obtenant un meilleur score que de Gaulle en 1965 tant au premier (44% contre 43,7%) qu'au second tour (57,6 contre 54,5%). La gauche est en miettes pour en prendre l'expression de Jacques Chapsal et Alain Lancelot: le candidat socialiste, Gaston Defferre obtient un ridicule 5,1%, à peine mieux que Michel Rocard (3,7%) le candidat du PSU qui le devance d'ailleurs dans l'ouest. Le PCF pavoise car son candidat, Pierre Duclos, même écarté du second tour, a pu engranger 21,5% des suffrages exprimés alors qu'Alain Poher déçoit avec 23,4%.

Paradoxalement et nonobstant le relatif succès d'Alain Poher qui dépassa largement le score obtenu par Jean Lecanuet en 1965 (15,9%) figurant ainsi au second tour, le Centre Démocrate n'en retira aucun bénéfice. Au contraire, plusieurs de ses dirigeants et non des moindres –tels Jacques Duhamel, René Plevèn et, le dernier secrétaire général du MRP, Joseph Fontanet ainsi que, moins connu à l'époque, Bernard Stasi– qui avaient mené une campagne active pour le non, se prononcèrent dès le premier tour, en faveur de la candidature de Georges Pompidou. A coté du Centre Démocrate et rallié à la majorité, le Centre Démocratie et Progrès constituait désormais un facteur d'érosion du centrisme d'opposition. Une nouvelle forme de bipolarisation apparaissait, là où on ne l'attendait pas. En réalité la candidature et les électeurs d'Alain Poher incarnaient le projet vainement défendu en 1965 par Gaston Defferre avec sa «grande fédération». Comme l'écrivit le regretté Frédéric Bon, «la candidature de M. Poher appartient moins à celle de la droite d'opposition qu'à celle du centre gauche»<sup>28</sup>.

Ruse de l'histoire, renversement dialectique ou les deux, François Mitterrand sut, non pas saisir la balle au bon mais la ramasser dans les taillis où elle se trouvait depuis la déroute de juin 1969. Son projet d'union de la gauche, non seulement demeurait inchangé mais encore se trouvait-il durci. En effet, le programme du PS qu'il porta sur les fonds baptismaux à Epinay-sur-Seine mettait le cap à gauche toute. Préconisant une alliance de gouvernement avec le PCF et se laissant porter par la vague de mai 68, il ressemblait bien plus aux thèses soutenues depuis 1961 par le PSU

qu'aux conceptions rances de la SFIO. Il était désormais impossible pour le Centre-démocrate et pour nombre de radicaux de chercher un rapprochement avec un parti qui récusait la social-démocratie, affirmait sa volonté de «rompre avec le capitalisme» pour lui substituer un «socialisme autogestionnaire»; tout ceci en préconisant la recherche d'un programme commun avec le Parti communiste. Même si François Mitterrand ne cachait pas sa volonté, de réduire celui-ci à la portion congrue, qui, en ce temps là, croyait au succès d'une telle ambition? En règle générale, et en continuant dans le registre de la métaphore, c'est la faucille qui coupe la rose et non l'inverse.

Avec l'élection de Georges Pompidou qui appartenait au gaullisme libéral et dont, en dépit d'origines modestes, les liens familiaux et le passé –la banque Rothschild– concourraient à dessiner un profil de grand bourgeois, la perspective d'un regroupement des forces de droite autour de l'UDR s'annonçait à court terme<sup>29</sup>. Entre cette dernière et l'Union de la gauche autour d'un programme commun s'annonçait, énoncée en termes de choix de société et de système économique, une bipolarisation plus conforme à la plupart des pays d'Europe de l'ouest. Seule la radicalité des options en présence singularisait cette lutte des classes à la française. Cependant la radicalité du discours et des programmes constituait l'apanage car, en termes de politiques publiques, la «droite pompidolienne» gouvernait au centre voire au centre-gauche et, comparée aux orientations politiques dans l'Europe d'aujourd'hui. Et si l'homme était de tempérament modéré, le Président Pompidou pratique le «changement dans la continuité», en rabattant tout ce que le style gaullien présentait d'abrupt. Il croyait dans le volontarisme politique et dans l'action de l'Etat et on lui doit, entre autres, l'idée du TGV, le concorde et l'Airbus. Ces deux projets réalisés en partenariats avec le Royaume-Uni illustrent tant sa conception européenne que sa manière: attaché comme le général à «l'Europe des patries», il comprit que le nationalisme sourcilleux des Britanniques ferait de ces derniers les alliés de tous ceux que rebutait la supranationalité. De fait, c'est lui qui fit perdre à la Communauté européenne le virage inter gouvernementaliste qui s'accrut,

d'élargissement en élargissement. Ainsi ce gaulliste modéré et pragmatique, issu de la droite du mouvement, composa en choisissant un membre de son aile gauche et historique, Jacques Chaban-Delmas dont le modèle explicite était la social-démocratie suédoise. Et pour mettre un terme à tous schématismes, les Jacques Duhamel, Joseph Fontanet et Bernard Stasi qui avaient quitté, les rangs du Centre Démocrate pour rejoindre la majorité pompidolienne n'étaient pas, loin s'en faut, plus à droite que Jean Lecanuet. Dans leur esprit, une victoire d'Alain Poher aurait signifié un retour aux pratiques stériles et à l'immobilisme qui frappèrent la fin de la Quatrième République.

### **Le Parti socialiste et la seconde bipolarisation.**

On ne traitera pas le processus de fusions successives qui engendra le PS, parti à vocation majoritaire de la gauche non communiste, et porta François Mitterrand à sa tête<sup>30</sup>. En peu de temps, il effaça dans l'opinion publique l'image laissée par la SFIO, appareil vermoulu comprenant principalement des fonctionnaires nostalgiques de la IV<sup>e</sup> République. Porté par les espoirs nés en mai 1968, médiatisant les «forces vives» incarna un triple mouvement de conversion. D'abord il affirma de manière crédible qu'on pouvait être révolutionnaire et démocrate sans, pour autant, se rallier à un PCF perçu comme peu démocratique. Ensuite il concilia «l'Européisation de gauche» avec les acquis du gaullisme: l'élection directe du Président de la République et la fin de la politique d'alignement systématique sur les Etats-Unis. Enfin, il sut s'ouvrir largement aux catholiques de gauche sans renoncer à la laïcité et se rapprocher de la CFDT; ce qui fit que la base ouvrière du PS des débuts était de structure catholique –sinon pratiquante– alors que l'électorat ouvrier laïc demeurait au PCF. Le vent de changement que Vatican II fit souffler dans l'Eglise ainsi que la baisse de la pratique religieuse favorisèrent une percée de plus en plus considérable du PS dans l'Ouest de culture catholique, une évolution qui sera progressivement compensée par une progression de la droite dans les terres laïques naguère encore radicales et SFIO du Sud-Ouest, plus tard encore du «Midi rouge». Il s'agit d'une tendance lourde,

confirmée tant aux présidentielles que, dans une mesure à peine moindre, par les législatives. le PS d'Epinay apparaît ainsi, avec le recul de l'histoire, comme l'héritier du PSU bien plus que comme celui de la SFIO.

La nouvelle sociologie électorale du PS qui se mit en place à partir du tournant des législatives de 1973 et des présidentielles de 1974, confirme les alignements nouveaux du système partisan français régulé par une authentique bipolarisation entre droite et gauche, c'est à dire dans l'axe du clivage Possédants/Travailleurs ou, pour ceux qui ne sont pas des familiers du paradigme de Rokkan, de l'opposition entre libéraux et dirigistes<sup>31</sup>. Cette fois le centrisme semblait définitivement condamné.

De fait l'expression partisane du Centre capitula en faveur de la droite mais non sans combattre? Face à une gauche qui lui interdisait de jouer son rôle de centre –à savoir de pratiquer les alliances alternatives tantôt avec la droite tantôt avec la gauche– le Centre démocrate crut trouver un sauveur en la personne de Jean-Jacques Servan-Schreiber, grand journaliste, patron de «L'Express», nostalgique du defferisme de 1965 et maître ès médias. En effet après avoir subi l'importante scission de son aile gauche, qui signa le Programme commun avec le PCF et le PS pour se muer en appendice de ce dernier, le Vieux Parti Républicain Radical socialiste tenta de se rénover en faisant appel à «J.-J. S-S.». Ce dernier entreprit d'occuper l'espace qu'il pensait trouver au centre gauche en créant avec Jean Lecanuet, le Mouvement réformateur qui fédérait le Centre Démocrate avec les radicaux. Le calcul était in abstracto justifié car le manifeste «Ciel et Terre» publié par J-J Servan-Schreiber et, un autre ardent partisan du Gaston Defferre de 1965, Michel Albert issu d'ailleurs du Club Jean Moulin, constituerait une merveilleuse plateforme pour la gauche européenne d'aujourd'hui, à moins qu'elle ne le trouve trop à gauche pour son goût actuel..... C'est toujours une erreur que d'avoir raison trop tôt mais surtout J.-J. S-S. en commit une plus lourde encore: après avoir été brillamment élu à Nancy à la faveur d'une partielle contre le député gaulliste sortant en février 1970, le nouveau et sémillant «député de Lorraine» n'hésita point à récidiver en septembre de la même année en se présentant à Bordeaux contre le Premier Ministre Chaban-Delmas que le

décès de son suppléant contraignait à affronter les électeurs! Les Bordelais goûteront fort peu les manières de la nouvelle vedette politique qui fut écrasée, dès le premier tour avec 16%, contre plus de 63% au premier ministre. Il distançait néanmoins la gauche officielle mais c'était avant sa refondation au Congrès d'Epinay en 1971. La dynamique de cette dernière née avec la création du PS, s'ajouta à la bourde de Servan-Schreiber pour assurer l'échec du Mouvement Réformateur.

Aux élections de 1973 où le PS améliorait le score appréciable de la FGDS en 1967 effaçant ainsi l'amertume de 1968, le MR obtint le même pourcentage (12,6%) qui fut celui du seul Centre Démocrate en 1967. Or, pour faire bonne mesure, il fallait totaliser les votes du CD avec ceux des radicaux et des élus de l'ex SFIO –Max Lejeune et Emile Muller– qui refusaient le Programme commun. L'apport radical et socialiste dissident avait juste compensé les pertes subies par le ralliement du CDP à la majorité pompidolienne qui, en 1973, demeura la majorité, les Réformateurs constituant de justesse un groupe parlementaire.

La mort du Président Pompidou et les présidentielles qui s'ensuivirent mirent un terme à l'expérience centriste: dès le premier tour Jean Lecanuet soutient Valéry Giscard d'Estaing tandis qu'une fraction du MR tente la candidature marginale du maire de Mulhouse Emile Muller ex SFIO. Il est intéressant de noter que le CDP ne fait pas le même choix que les centristes d'opposition: ralliés au candidat UDR «orthodoxe», Jacques Chaban-Delmas, il montre ainsi qu'il est plus à gauche que ces derniers. Le second tour réconciliera, sur la candidature de Giscard d'Estaing, les deux branches du centrisme.

François Mitterrand, premier secrétaire du PS et candidat unique de la gauche, manqua de peu l'élection, comme le PS et ses alliés PCF et radicaux de gauche ratèrent la victoire aux législatives de 1978. Des réformateurs il ne fut plus guère question. J-J. S-S., à peine nommé «ministre des réformes» démissionna pour protester contre les essais nucléaires français, et, ce brillant météore, qualifié de «petit turlupin» par le premier ministre de l'époque Jacques Chirac, retourna dans la sphère privée. Le Centre Démocrate et le Centre Démocratie et Progrès, tous

deux membres de la nouvelle majorité, se réunifièrent sous la direction de Jean Lecanuet pour former le Centre des Démocrates sociaux, le CDS. En vue des législatives de 1978 et afin de contrebalancer le poids de l'UDR que dirigeait maintenant Jacques Chirac, le CDS se fédéra avec les Républicains indépendants –le parti de Valéry Giscard d'Estaing– et les radicaux «historiques», pour former l'UDF –Union pour la Démocratie française–, le parti du Président.

Lors des présidentielles de mai 1981 et des législatives voulues par le nouveau Président François Mitterrand, deux coalitions s'affrontèrent, toutes deux fondées sur des désistements au second tour: la droite composée de l'UDR devenue RPR, vouée à Jacques Chirac d'une part, et de l'autre, la gauche composée du PS, des radicaux de gauche et d'un PCF qui commençait sa dégringolade électorale. A défaut de bipartisme, le système partisan témoignait d'une bipolarisation parfaite. La France était-elle, malgré son système de partis, devenue bipolaire?

### **Cet impossible troisième pôle**

Un regard rétrospectif lancé sur la période qui s'écoule entre le référendum et les élections de 1962 d'une part et les régionales de 1998 d'autre part montre l'enchaînement successif de deux bipolarisations. L'une brisant la multipolarité des quatre premières années de la Cinquième république divise le pays et son électorat entre partisans et adversaires du général de Gaulle. L'autre, moins polarisée, révèle la lutte des classes sur le modèle anglais ou danois mais de façon très nettement plus polarisée que dans ces deux pays. Dans le premier cas la bipolarisation, confortée par le mode de scrutin, divise la «droite politique», mais aussi «la gauche sociale»: une part importante de l'électorat populaire dont nombre d'électeurs communistes vote pour de Gaulle. Dans le second cas, la bipolarisation sociologique, observable à l'analyse des résultats des 1<sup>ers</sup> tours des scrutins de 1974, 1978, 1979 et 1981.

On reste loin, très loin, du bipartisme et il faut évoquer, à la suite de Jean-Luc Parodi, une configuration en forme de «quadrille bipolaire». Cependant, si à droite règne un certain équilibre des forces alliées, à

gauche le PS devient monopolistique réduisant le PC à la position congrue, satellisant les radicaux de gauche et bientôt les verts à peine apparus sur la scène politique. L'émergence du Front national sur la scène politique à la faveur des européennes de 1994, perturbant les processus électoral depuis, créant un dilemme à droite en 1998 et une présidentielle aberrante en 2002. Par ailleurs, le succès réel de François Bayrou, le candidat centriste, au 1<sup>er</sup> tour des présidentielles montre à l'envi que les électeurs français ne s'accordent pas de la bipolarisation que contraints et forcés par la loi électorale, singulièrement par celle qui régit les présidentielles.

### **La vraie nature du Front national**

Après les législatives de 1986, l'élément nouveau n'est pas tant la victoire d'un président de gauche que l'hégémonie du PS sur la gauche, le PS devenait à gauche le pendant du post-gaullisme à droite; c'est à dire un parti à vocation majoritaire tel que le fut l'UDR en 1968. Au moyen du système majoritaire à deux tours, la combinaison entre la bipolarisation d'une part et d'un parti à vocation majoritaire au sein de chacun des deux pôles annonçait donc une possibilité objective forte de voir s'instaurer le bipartisme, d'autant plus que nombre d'enquêtes et de sondages révélaient une fusion des électorats de droite. Du point de vue de l'analyse comparative, cette tendance paraît s'installer également dans l'Europe latine et s'affirme encore dans la Péninsule ibérique. Par contre le cas italien montre qu'il ne faut voir dans cette occurrence, ni déterminisme, ni l'effet de quelque modernisation de la vie politique dont *l'ultima ratio* s'incarnerait dans le *Westminster Model*: le Parti communiste aurait pu jouer, à l'instar du PCI, le rôle d'alternative de gauche et la bipolarisation s'avère compatible avec la multipolarité comme avec le multipartisme. Le processus semblait inéluctable et l'échec du pôle écologiste dont la force principale, Les Verts, dut intégrer la gauche en se satellisant au PS en témoigne avec éclat.

A partir des européennes de 1984 mais surtout des présidentielles de 1995, le système se dérègle et donne des signes d'emballement jusqu'à causer un séisme politique à droite aux régionales de 1998 et atteindre son

acmé avec la catastrophe du 21 avril 2002. Cependant la «divine surprise» de la «gauche plurielle» qui remporte les législatives de 1997 doit se comprendre comme un épisode du même processus de dérèglement du système partisan. L'émergence du Front national qui atteint des records historiques avec Jean-marie Le Pen tout en se trouvant artificiellement exclu au Parlement représente la manifestation de ce dérèglement.

On oubliera les thèses ridicules de l'éternel «théorie du complot» qui fait de François Mitterrand le *deus ex machina* qui orchestra l'émergence de l'extrême-droite afin de gêner la droite classique contrainte ainsi à s'allier au FN en subissant l'opprobre et poussant les électeurs modérés à assurer la victoire du PS ou à refuser toute collusion quitte à demeurer minoritaire et à perdre les élections. C'est nier le fait que le Front national s'inscrit dans une tradition bien française et traduit des phénomènes sociologiques précis. L'explication la plus courante de l'irruption du Front national sur la scène politique, de son ascension et de la fidélisation peut s'interpréter, en termes marxistes par l'intensification de la lutte des classes sous l'Union de la gauche, entraînant une radicalisation de l'électorat de droite que la droite bourgeoise qui voit –de 1986 à 1988– son salut dans l'ultralibéralisme ne satisfait pas. Elle trouve son pendant dans la montée en puissance de l'extrême gauche qui s'opère de 1995 à 2002, avec des temps forts aux régionales de 1998 et aux européennes de 1999, avec le même sommet historique que le FN aux présidentielles de 2002 en cumulant les scores d'Arlette Laguiller pour Lutte ouvrière et d'Olivier Besancenot de la LCR.

Une stratégie naquit ainsi, au RPR et dans les secteurs de droite de l'UDF; elle visait à rechercher des alliances avec le FN afin de faire subir à ce dernier le sort que François Mitterrand réserva au PCF: lui donner le «baiser de la mort» en le compromettant avec les réalités inhérentes à l'exercice du pouvoir afin de lui faire perdre les avantages électoraux qu'offre la «fonction tribunitienne». La tentation de «mitterrandisme de droite» se révéla d'autant plus forte que, grossie des votes du FN, la droite est majoritaire depuis 1986. Cela restera l'honneur de Jacques Chirac d'avoir apposé une fin de recevoir catégorique aux tenants d'une telle

stratégie et d'avoir avec détermination imposé sa vision à une droite souvent velléitaire et concupiscente. Son analyse, confirmée très habilement par son successeur Nicolas Sarkozy, probablement fondée sur des impératifs d'ordre éthique, fut payante parce que, en réalité, le FN ne se compose pas d'extrémistes de droite. Le FN constitue une partie importante de «l'extrême-droite» française et cette «extrême-droite» n'est pas de droite! Elle l'ignore souvent elle-même .....

En fait, la «tentation mitterrandienne» ne se serait avérée payante pour la droite que si le FN ressortissait réellement à l'extrême-droite, c'est-à-dire si le FN était à la droite républicaine ce que le PCF fut, si longtemps, à la gauche non communiste. Aujourd'hui ce rapport de proportion signifierait que le FN est à l'UMP –naguère au RPR-UDF– ce que Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire sont à la gauche: à savoir un fondamentalisme ou un intégrisme politique sectaire et intransigeant où celle-ci retrouve ses tendances idéologiques profondes sous les dehors –c'est selon– tantôt d'une caricature tantôt d'une épure idéalisée. Ce surgissement du refoulé politique du mouvement ouvrier –auquel le PS est censé appartenir– s'accompagne d'une impatience stratégique qui récuse tout compromis et confine parfois à la politique du pire. Ainsi voit-on Lutte ouvrière s'arc-bouter sur la défense, *perinde ac cadaver*, d'un marxisme-léninisme délaissé par le discours du PCF et cultiver une rhétorique ouvrière remisée par la gauche. Ainsi PS, PC et Verts peuvent retrouver la caricature du projet de société plus solidaire dans le collectivisme sourcilleux préconisé par le mouvement auquel appartient Arlette Laguiller et, énoncé de manière plus moderne par Olivier Besancenot et la LCR. Tant l'éternelle candidate présidentielle que la LCR et LO recrutent leurs électeurs dans les rangs de la gauche et singulièrement chez les déçus du communisme de gestion.

La même configuration se retrouve-t-elle à droite? A l'évidence non. Si on revient à l'événement emblématique des régionales françaises de 1998 dans quels rangs retrouve-t-on les éléments les plus sensibles à la tentation de conclure des alliances ponctuelles avec le FN? Certes pas au RPR bien tenu par Jacques Chirac et Alain Juppé mais à la confédération

giscardienne à laquelle appartenaient les caciques locaux comme Charles Bour et Jacques Blanc ou l'ambitieux Charles Million qui s'empressèrent d'accepter les votes des conseillers régionaux frontistes afin de conserver leur présidence de Région, la Picardie et le Languedoc-Roussillon pour les premiers ou conquérir celle de Rhône-Alpes. Comme par ailleurs une partie de l'UDF animée par François Bayrou nourrissait la même hostilité que le RPR à l'encontre du FN, le parti éclata séparant ceux qui entendaient exclure ceux qui n'avaient pas respecté les consignes nationales et ceux qui témoignèrent d'une singulière indulgence à l'endroit des rebelles. Par conséquent Démocratie libérale suivit son *leader* Alain Madelin et reprit sa liberté à l'exception de quelques individualités dont Gilles de Robien et Hervé Morin. Démocratie libérale avait pris la suite des anciens Républicains indépendants et constituaient la «droite classique» libérale et «orléaniste» au sens de René Rémond. Manifestement Alain Madelin et ses amis pensaient que Bruno Mégrét, *in illo tempore* le dauphin de Jean-Marie Le Pen évincerait ce dernier pour, devenant le Gian Franco Fini français, rendre le FN respectable. La stratégie italienne rejoignait ainsi les homologies mitterrandiennes.

Or la fraction de la droite républicaine la plus susceptible d'entretenir de coupables complaisances à l'égard de la formation lepéniste était libérale et résolument optimiste tant face à l'Union Européenne que vis-à-vis de la mondialisation économique; elle plaiddait pour la dérégulation de l'économie ainsi que pour la flexibilité du marché de l'emploi. Son candidat, au premier tour des présidentielles de 2002, Alain Madelin, était le seul à soutenir les conceptions de la droite européenne et à s'aligner résolument sur Aznar et Berlusconi. De même lors de l'intervention militaire américaine en Irak, il fut le seul d'entre les dirigeants de la droite française à défendre Georges W. Bush. Alain Madelin et Démocratie libérale représentaient donc la droite de la droite. Si le FN s'était situé sur la droite de ces derniers, s'il avait incarné l'extrême-droite, il se serait aligné, au minimum, sur les positions des néo-conservateurs américains, des Pearl, Kristoll ou Wolfowitz, il prônerait l'ultralibéralisme le plus implacable et l'ouverture des frontières à la compétition internationale, il aurait applaudi des deux mains

à la croisade. Au contraire, ce parti milite en faveur du repli le plus frileux à l'intérieur du périmètre national, il récuse l'intégration européenne en général et l'UE en particulier et, s'oppose à l'hégémonie américaine car, il soutint Saddam Hussein et condamna la guerre américaine en Irak comme il l'avait d'ailleurs fait lors de la première guerre du Golfe. Quant à la *Global Economy*, la rhétorique frontiste ne trouve pas de mots assez durs pour la stigmatiser. Il faudrait beaucoup de mauvaise foi pour faire du FN la caricature, la version extrémiste de la droite française. Par ailleurs, et quels que furent les douteux engagements de jeunesse d'Alain Madelin, on ne saurait déceler dans les thèses qu'il soutint au Parti républicain puis à Démocratie libérale, ni dans ses déclarations comme candidat présidentiel en 2002 ni davantage dans son action comme ministre de Jacques Chirac, d'Edouard Balladur ou d'Alain Juppé, le moindre soupçon de racisme, de xénophobie ou de nationalisme outrancier.

Et si le Front national, loin de ressortir à l'extrême-droite, se situait ailleurs pour s'inscrire dans le registre d'une autre forme d'extrémisme? Un indice important nous est fourni par la sociologie électorale. De fait les analyses effectuées par Pascal Perrineau depuis le milieu des années 1980 révèlent que si, à l'origine, les frontistes puisèrent dans le vivier électoral de la droite classique un gaucho-lepénisme ne tarda point à se constituer<sup>32</sup>. Dès lors de quel courant politique le FN pourrait-il dessiner la caricature grimaçante? En regardant les lignes de partage du débat politique capable de transcender l'opposition entre la droite, une tendance s'impose d'emblée à l'observateur. Il s'agit, en ne retenant que le temps court ou moyen, du mouvement identitaire et hostile à la «pensée unique» qui se retrouva pour voter «non» au traité de Maastricht en 1992, dont nombre d'électeurs crurent, en 1995, que Jacques Chirac réduirait la «fracture sociale» pour voter pour Charles Pasqua lors des européennes de 1999 et dont les intellectuels se rallièrent un moment au pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement. Voilà le modèle original, en version démocratique et surtout républicaine, dont Jean-Marie Le Pen offre une vision extrémiste et, bien sûr, schématique. Tel est le pôle sur lequel se cristallise le frontisme.

Remontons plus loin dans le temps vers une forme de sociologie électorale devenue trop rare de nos jours. Dans une analyse quantitative, très poussée et d'une qualité rarement égalée depuis, Guy Michelat et Jean-Pierre Thomas, identifièrent la présence d'une structure nationaliste au sein du système d'attitudes des étudiants français<sup>33</sup>. En effet l'analyse factorielle qu'ils effectuèrent leur permit d'isoler quatre facteurs déterminant 52% de la variance totale. Le premier de ceux-ci rendait «compte de 36% de la variance totale, à lui seul et, partant, de 69% de la variance des quatre facteurs; ce qui ne surprend guère car il confirme la prégnance du clivage droite/gauche en France, les trois autres, représentant 31% de cette dernière mettent en lumière la présence d'un second clivage, subsumant les attitudes des étudiants observés à l'époque<sup>34</sup>. Ainsi le deuxième facteur, mis en évidence par les deux chercheurs, «pourrait être interprété à partir des hypothèses sur le nationalisme. Les échelles qui obtiennent les plus fortes saturations suggèrent un nationalisme plutôt idéologique, caractérisé par *l'importance attachée à la souveraineté nationale, par l'attachement à l'histoire, par l'antiaméricanisme, et par une attitude défavorable à l'intégration européenne*»<sup>35</sup>. Quarante ans après leur étude les conclusions tirées par Michelat et Thomas peuvent constituer le commun dénominateur aux forces qui composent le «troisième pôle»: tant les ultras du FN que les républicains intransigeants s'y reconnaissent. Le Pen, Mégret, de Villiers, Pasqua et Chevènement même combat? La proposition a de quoi choquer même si ces derniers se retrouvent dans le même camp lors des référendums qui portaient sur la ratification du Traité de Maastricht et du traité constitutionnel européen. Heureusement nos deux auteurs identifièrent un troisième facteur: «C'est à un autre type de nationalisme, de tonalité plus affective, que correspondrait le facteur III. Au stéréotype favorable à la France, s'ajoutent l'attachement à l'histoire et le sentiment d'appartenance au groupe-nation. *L'attachement à la religion et à la morale, y joue aussi un certain rôle*»<sup>36</sup>. Manifestement on peut reconnaître, dans ce dernier facteur, la ligne de démarcation tracée entre Lepénisme et Villiériste d'un côté des autres forces mentionnées. Les facteurs II et III représentent respectivement 13 et 12% de la variance

expliquée par les quatre facteurs. Quant au dernier, le facteur IV, qui détermine 6% de la variance, il «semble lié au nationalisme actuel»<sup>37</sup>. Poussant l'analyse plus avant, par la mise en relations de leurs échelles d'attitudes, et de leurs quatre facteurs avec la position politique déclarée par les enquêtés, Michelat et Thomas peuvent ainsi construire des types correspondant à trois formes d'attitudes nationalistes: de gauche, du centre et de droite. «En d'autres termes, le nationalisme de gauche se présenterait comme un nationalisme d'appartenance, admettant le déterminisme du fait national; le nationalisme du centre ajouterait à la conscience d'appartenir à une nation le sentiment –sinon la revendication– de la supériorité de cette nation sur les autres. le nationalisme de droite enfin combinerait sentiment et doctrine, nationalisme affectif et nationalisme idéologique»<sup>38</sup>.

*Dimensions du nationalisme* apparaît, à nos yeux, comme l'une des contributions françaises les plus importantes de la seconde moitié du Vingtième siècle, en termes de sociologie politique empirique et illustre bien la grande époque du centre d'études sur la vie politique française (CEVIPOF), laboratoire de la Fondation nationale des Sciences politiques et de l'IEP de Paris. Du point de vue qui nous occupe, elle mit en évidence l'existence d'un entrecroisement de clivages politiques dans une France qui, de longue, se contemple dans le miroir de la bipolarisation droite/gauche, fruit d'un «dualisme naturel» des oppositions qui ne trouble que la présence de «l'éternel marais». le plus étonnant est que le travail de Michelat et Thomas –le fait mérite d'être souligné– précède de quelques quatre ans le chapitre séminal de Lipset et Rokkan qui engendra une série de publications diverses, empiriques et théoriques, sur le *Cross-Cutting Cleavages*<sup>39</sup>. En effet, c'est bien une configuration d'entrecroisement des clivages politiques que les deux chercheurs mirent à jour au sein des attitudes des étudiants qu'ils observèrent. *On peut parler de système de partis fondé sur l'entrecroisement de deux –ou de plusieurs– clivages, lorsque l'émergence d'un second s'effectue en déviant des suffrages qui, sans cela, se porteraient sur les deux camps jusque là en présence et même si les pertes ne se répartissent pas de façon égale entre les deux*

*camps*. Se crée ainsi une offre politique quadripolaire –ou multipolaire– qui permet aussi bien l’alignement des électeurs de sensibilité nationaliste sur les partis de droite, du centre ou de gauche que leur choix en faveur d’un front de tous les nationalistes.

L’intérêt supplémentaire que présente l’étude de Guy Michelat et Jean-Pierre Thomas est de saisir l’entrecroisement des clivages au niveau des attitudes, c’est à dire lorsqu’ils ne sont pas forcément objectivés par des partis politiques. En effet, elle constitue une carpe synchronique, un instantané des attitudes de jeunes étudiants appréhendés, *hic et nunc*. Au moyen d’une démarche, qui ressortit plus aux tests psychologiques qu’aux sondages dont on se repait aujourd’hui, elle permit de localiser le phénomène nationaliste aux tréfonds de la conscience politique des acteurs, au sein de leur *habitus*. L’enquête et l’analyse furent effectuées au moment où les passions soulevées par la fin de la guerre d’Algérie demeuraient intenses, mais aussi peu de temps avant les élections de 1962, lorsque le gaullisme politique s’incarna dans un seul parti politique, divisa la droite partisane et rallia sous son étendard nombre d’éléments de la gauche, drainant même une partie significative du vote socialiste. Confrontés avec les résultats des travaux un peu plus récents de Pascal Perrineau ou de Nonna Mayer –singulièrement sur «le gaucho-lepénisme»– on constate la vulnérabilité inattendue d’une partie importante des électorats du centre et de la gauche face à la thématique nationaliste<sup>40</sup>. Historiquement, leur relative disponibilité fut sollicitée, non sans succès, la conjoncture aidant, par les candidats bonapartistes (1948), boulangistes sous la III<sup>e</sup> République, par le gaullisme avec le RPF et après 1958 et récemment par le Front national. Diverses formations politiques qui, outre le nationalisme, présentent des caractères communs que sont la forte personnalisation autour de la figure du chef et le fait de transcender les barrières de classe ou l’axe droite-gauche.

On se trouve bel et bien confronté à un courant historique de la vie politique française, à une famille partisane dans toute l’acception du terme; identifiée clairement par les historiens politologues qui se penchèrent sur la question. «La courte aventure du général Boulanger et de son parti

républicain qui dure à peine trois ans ne serait qu'un épisode sans lendemain, si» écrit François Borella, «elle n'avait révélé la force d'attraction, de l'extrême-droite à la gauche extrême, d'un césarisme démocratique et populaire, interclassiste et réformiste»<sup>41</sup>. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, on assista à une résurgence du même phénomène avec la mobilisation militante réussie par des anciens combattants –Les croix du feu– autour du colonel de La Rocque et de son parti social français (PSF) jusqu'alors confinés dans l'agitation ligueuse. «En deux ans, le PSF devient le plus puissant parti français ayant jamais existé (2 millions d'adhérents en 1938) et prépare avec méthode et organisations a percée électorale»<sup>42</sup>. La guerre, éclatant en 1939, en décida autrement et ce fut la Résistance qui engendra le mouvement politique que le regretté René Rémond qualifia de «droite bonapartiste»<sup>43</sup>. Ainsi naquit «le phénomène gaulliste», mobilisateur et œcuménique, attirant certains hommes de gauche, un instant rassemblés dans les rangs de l'UDT –«de bonnes bouteilles mais peu nombreuses» disait d'eux le général de Gaulle– mais plus encore d'électeurs de gauche.

Cette famille nationaliste, majoritairement républicaine et démocratique, souffre d'un prurit plébiscitaire qui peut débordé sur un extrémisme. Elle compte, à l'instar de la droite et de la gauche, des extrémistes; on peut désigner ces «facteurs» au moyen du vocable ultranationaliste. Loin de représenter une exception française, l'ultranationalisme trouva autrefois son accomplissement avec les tenants du *Stato totale* en Italie ou du *Totale staat* en Allemagne. Niant la distinction entre Etat et société civile, pour affirmer l'organicité de la Nation, il manifeste l'impossible désir de réaliser une relation fusionnelle entre la Nation, l'Etat et le Chef. La devise du quotidien *Volkisch Beobachter*, le moniteur du parti nazi, résume parfaitement l'utopie totalitaire: «*Ein Volk, ein Reich, ein Führer*». Un nationalisme extrême qui dépasse la nation pour réinventer la tribu ne peut être que d'exclusion car il vise à souder l'identité nationale sur le socle de la génétique. Racisme ou, au minimum, xénophobie, constituent deux corollaires logiques de l'ultranationalisme. Même si Zeev Sternhell localisa en France, avec les ligues antisémites et

les syndicats jaunes de Biétry, les origines du fascisme, cette thèse est largement contestée et on ne peut donc réduire ni l'ultranationalisme à une exception française ni «la droite bonapartiste» à une idiosyncrasie<sup>44</sup>.

Dès qu'on s'intéresse aux phénomènes de polarisation et qu'il s'agit de scruter les relations qui s'établissent, au sein d'un camp donnée, entre modérés et ultras tous les cas de figure peuvent se présenter: de la communion de tous les nationalistes pour soutenir «le général revanche», Boulanger ou pour accueillir de Gaulle au Forum d'Alger en 1958 à l'attentat perpétré contre ce dernier par les activistes de l'ultranationalisme. Cependant un aspect est clairement observable: la France a le néo-fascisme ou le néo-fascisme tonitruant mais marginal. Sa seule chance de salut reste de se faire accepter par les Républicains nationaux. Le boulagisme fut un feu de paille, le PSF disparut avec la III<sup>e</sup> République; quant au gaullisme, il sut utiliser les activistes et autres barbouzes pour s'en défaire rapidement. En définitive, les ultranationalistes ne sortirent de la marginalité groupusculaire ou ligueuse qu'à deux reprises. La première fois avec «le parti populaire français créé en 1936 par Jacques Doriot; exclu en 1934 du parti communiste, militant ouvrier, il donne à son parti une base ouvrière et populaire, et des thèmes identiques à ceux du nazisme»<sup>45</sup>. L'entreprise connut le destin de la collaboration dans laquelle elle sombra. La seconde fois avec le Front national qui, fait sans précédent, parvint à inscrire l'ultranationalisme rénové dans la durée électorale.

On formulera que le processus de polarisation au sein du camp nationaliste révèle des mécanismes compensatoires, souvent occultés, entre électorats républicains-nationaux d'une part et ultras de l'autre.

En effet interrompu par la guerre, le relatif succès rencontré par la mobilisation doriotiste, n'avait été rendu possible que par l'absence, sur la scène électorale et partisane, d'un grand parti républicain national. S'il avait pu se présenter aux élections, le PSF aurait certainement repoussé le PPF dans la marginalité. En 1958 le gaullisme s'imposa dans la conjoncture marquée par la guerre d'Algérie et où l'activisme ultranationaliste renouait avec les sommets qu'il connut après la défaite de

1871 et la perte de l'Alsace-Lorraine; les deux forces politiques s'oposèrent d'ailleurs avec une rare violence en 1960-1962. Avec le retrait puis le décès du général de Gaulle d'une part et la création, autour du PS d'un pôle de gauche qui rompait avec la politique étrangère et institutionnelle incarnée par la SFIO, d'autre part la bipolarisation dans l'axe du clivage socioéconomique s'imposa. par conséquent, du pompidolisme au chiraquisme en passant par le soutien résigné donné au Président Giscard d'Estaing, le courant républicain ne cessa de se rapprocher de la droite libérale jusqu'à se confondre avec elle. Un rapprochement qui connut maintes anicroches dont la candidature de Jacques Chirac en 1981 et sa discrète coopération avec François Mitterrand afin de faire trébucher Giscard ne fut pas la moindre. Plus de vingt ans s'écoulèrent avant que le processus de fusion effectué au niveau des électorats se traduisît par la fondation d'un parti unifié, l'UMP. Cependant, dans le camp républicain-national tous n'acceptèrent pas une telle évolution, singulièrement chez les gaullistes de gauche. Ainsi Edgard Pisani grand ministre de de Gaulle, puis plus tard, le pompidolien Michel Jobert rejoignirent la gauche; ce fut également le cas d'hommes de gauche qui avaient accepté de travailler avec Jacques Chaban-Delmas comme Jacques Delors ou Michel Vauzelle mais le passage du nationalisme à la gauche fut surtout un phénomène électoral qui vit l'électorat populaire, un moment attiré par «le général», retourner au bercail de la gauche, souvent au profit du PS alors qu'avant leur escapade gaullienne, ils votaient plutôt communiste.

Cependant que, à la faveur de la seconde bipolarisation –celle du retour en force de la lutte des classes– les héritiers du gaullisme parlementaire s'amalgamaient à un pôle de la droite libérale et républicaine, ils dégageaient de la sorte un espace politique localisé, non sur leur droite mais sur leur flanc nationaliste; le dernier comprenant aussi bien une droite extrême –incarnée par le club de l'Horloge– qu'une gauche jacobine. Se reproduisait ainsi une configuration analogue à celle qu'on remarque dans l'Entre-deux-guerres: le vide créé par l'absence d'une formation républicaine nationale fut rapidement comblé par un autre parti

centraliste, extrémiste cette fois, le Front national qui reprit même, à l'initiative du leader de son organisation de jeunes –Samuel Maréchal– et après une confusion initiale le slogan «ni droite, ni gauche, français» inventé jadis par Biétry. Or, si le FN ultranationaliste commença son ascension à partir d'une base électorale plus basse que celle d'où partit le PPF de Doriat il a atteint des niveaux bien plus élevés.

Pour la première fois depuis 1918 un parti ultranationaliste dépassait la barre des 15% de suffrages exprimés. Pour la première fois une formation ultranationaliste devenait le plus important parti ouvrier. Par comparaison, il faut remonter à la République de Weimar pour assister à un phénomène analogue au profit du NSDAP. Certains polémistes ou militants antiracistes mirent en évidence, par delà les différences de pays et d'époques, les similitudes existant entre ce parti et le FN. De fait si on croise d'abord les variables classiques du nationalisme avec, ensuite celles qui définissent la xénophobie et le racisme –à la façon de la dénonciation solennelle du FN par le président Chirac en 1998– et enfin le vote ouvrier, la similitude devient très nette. Si, par surcroît, on ajoute le fait que le vote pour Jean-Marie Le Pen «atteint et dépasse même les 20% dans deux mondes: celui de la boutique et celui de l'atelier»<sup>46</sup>, la similitude devient alors flagrante. «En 1988, J-M. Le Pen a réalisé la synthèse du poujadisme d'antan et de la protestation ouvrière»<sup>47</sup>. Une tendance qui ne cessa de s'accentuer tout au long de la dernière décennie du Vingtième siècle et trouva son supreme achèvement lors du second tour des élections présidentielles de 2002. Une tendance remarquablement stable car, en valeur absolue, le score du candidat du FN n'avait guère progressé et ce n'est qu'en 2007 que, dès le premier tour, Nicolas Sarkozy parvenait à inverser totalement le trend jusque là favorable au parti ultranationaliste.

Ainsi lorsqu'une offre électorale républicaine nationale crédible et suffisamment «musclée» s'empare de l'affirmation identitaire, le Front national recule. Lors des élections européennes de 1999 le RPF de Charles Pasqua, allié à Philippe de Villiers, y parvint, de même que l'éphémère poussée du jacobin Jean-Pierre Chevènement dans les sondages pré-électoraux de 2002, illustrèrent cette équation. Le génie de

Nicolas Sarkozy et de ceux qui orchestrèrent sa campagne est d'avoir su, l'espace d'une période électorale très dense, rassembler deux pôles non seulement distincts mais encore opposés de la vie politique française –le libéral et le nationaliste– donnant ainsi l'impression d'une marche inéluctable du pays vers le bipartisme.

*Eppure si muove!* Et pourtant on se trouve bien en présence d'un troisième pôle: le système partisan français est, au minimum, tripolaire. L'imputation du Front national à une catégorie «nationaliste-centraliste», à savoir dans le vocabulaire historique français, Républicaine nationale, permet de résoudre les problèmes que ne manque pas de poser son intégration dans la catégorie générique «droite».

D'abord elle explique le balayage électoral tant à droite qu'à gauche effectué par les frontistes capables de ratisser large. De même se comprend le ratissage réussi par le candidat Sarkozy qui, dès sa nomination au ministère de l'intérieur, s'est construit l'image double de national sécuritaire stigmatisant à la fois «la racaille» et «les patrons voyous» et celle du «candidat CAC 40». Dès lors le choix –très gaullien– de prendre des ministres centristes mais aussi issus des rangs de la gauche aux dépens d'UMP fidèles est le plus rationnel et conforme à sa démarche. De même le fait d'avoir rompu avec la démarche unificatrice voulue en 2002 par Jacques Chirac et Alain Juppé et de maintenir, à côté de l'UMP majoritaire, la fiction du «Nouveau centre» à défaut d'inventer «une gauche sarkozyste» organisée renoue avec les stratégies gaullienne et pompidolienne de large rassemblement. Elle révèle une profonde analyse de la réalité politique et sociologique française, singulièrement de ses mouvements électoraux de fonds. Par exemple à Marseille et dans la Provence non balnéaire mais aussi en bien des lieux du Languedoc, des retraités du milieu ouvrier, communistes dans leur jeunesse, devinrent socialistes ensuite pour, dès le milieu des années quatre-vingt voter pour le FN et, en 2007, apporter le suffrage à Sarkozy et aux candidats de l'UMP. Le FN est ainsi une espèce de sas assurant le passage d'un électorat populaire de la gauche traditionnelle vers la droite classique. De vieux bastions historiques de la gauche ont pu basculer à droite. Le vote en

faveur de Ségolène Royal et les bas scores du PS permettent de tracer une diagonale Ouest-Sud-est qui montre un antisymétrique: les bastions historiques de la vieille droite ont basculé à gauche et là aussi un parti assure une fonction de sas, le MRP démocrate-chrétien qui joua auprès de l'électorat de tradition catholique de l'ouest le même rôle de passeur.

Ensuite, elle permet de comprendre les succès engrangés par le FN dans les zones d'enracinement historique de la tradition républicaine nationale. Par exemple, dans l'Est, dans des lieux où ne fleurissent pourtant ni les ghettos d'immigrés non-intégrés, ni l'anomie violente des banlieues, ni davantage le ressentiment cuit et recuit des rapatriés d'Algérie. Ainsi, resitué dans le pôle nationaliste, l'extrémisme particulier du parti frontiste s'éclaire. En effet, l'analyse comparative des forces politiques révèle que le chauvinisme, la xénophobie et le racisme apparaissent comme autant de corollaire de l'ultranationalisme, moniste par définition.

Enfin, elle nous autorise à ne plus considérer le «lepénisme» comme un accident ou un incident franco-français et singulier, une espèce de prurit xénophobe du à la conjoncture, à la personnalité de Jean-Marie Le Pen voir à quelque obscure machination mitterrandienne. On se trouve, au contraire, confronté à un mouvement historique de fond dont l'objectivation, par le FN, dans les années 1980 procède des menaces que la mondialisation fait non seulement peser sur l'identité nationale mais encore sur le corpus des valeurs républicaines qui fondent «l'exception» française. Ce mouvement nationaliste plonge ses racines assez loin dans l'histoire politique et son arbre généalogique comprend, entre autres, Déroulède, Dumont, Berry, et Jules Guérin –l'homme du «fort Chabrol»– au XIX<sup>e</sup> siècle, Valois et Doriot au XX<sup>e</sup>, plus tard les activités de l'Algérie française et de l'OAS, le FN aujourd'hui. Depuis sa jeunesse comme étudiant en droit, Le Pen s'imprégna de ce courant historique que favorise l'évolution du contexte mondial et qui se manifeste dans beaucoup de pays y compris dans des «démocraties apaisées» comme le Danemark et la Norvège.

En 1998, après les élections régionales marquées par le succès du FN, nous écrivions que «seule l'apparition d'un parti républicain national, néo-colbertiste et transcendant l'opposition droite –gauche serait

susceptible de renvoyer l'ultranationalisme et le néo-fascisme dans la marginalité politique qui les caractérisait au début de la Cinquième République<sup>48</sup>. C'est en 2007, le principal mérite de Nicolas Sarkozy d'avoir renvoyé ces derniers, sinon à la case départ du moins dans les cordes. Dans un premier temps, le candidat de l'UMP a su bâtir une *Winning coalition* réunissant les électorats issus de deux pôles bien distincts; le national et le libéral, pour fonder ensuite son action sur l'ouverture à des personnalités de gauche, démobilisant ainsi leur électorat potentiel. Pour ce faire, il tint, tout au long de la campagne le discours identitaire et néo-colbertiste (sur la BCE, sur la protection de l'UE face à la concurrence mondiale, le volontarisme) qui convient aux électeurs du pôle nationale et celui qui sied au pôle libéral, du moins dans ses aspects les plus *soft* («travailler plus pour gagner plus», abattements fiscaux, etc...) tout en envoyant des signaux afin de séduire à gauche (référencer à Jaurès et à Blum) et rassurer à droite (Fouquet's, Yacht Bolloré, etc....). Avec l'aide d'un système renforcé de contraintes institutionnelles –mode de scrutin, quinquennat avec succession rapide des élections présidentielles et législatives–, le Président Sarkozy a pu transformer un pécule de 31% des suffrages gagnés au premier tour de la présidentielle en une majorité parlementaire qui lui doit tout. Car personne au début 2006, et après la défaite de la droite aux européennes et aux législatives, après la révolte des banlieues, la crise du CPE et l'impopularité du gouvernement Villepin, n'aurait donné la droite gagnante en 2007.

Vivons nous la fin du Front national? Les deux pôles politiques que la campagne de Nicolas Sarkozy et la plume d'Henri Guaino ont rassemblés s'opposent aujourd'hui. Le pôle libéral est «bougiste», veut la rupture avec l'Etat providence et croit dans les vertus de la libre concurrence sur le marché international. Il est pro-américain et favorable à l'UE, à l'euro et au grand marché. Le pôle national est conservateur, sécuritaire mais la sécurité englobe celle des personnes comme celle de l'emploi et pour ce faire croit dans l'Etat. Il est attaché à l'identité nationale, se méfie de l'UE, n'aime guère l'euro et est antiaméricain. «Pour un parti en quête du pouvoir par le suffrage universel, la nécessité de tenir compte de ces exigences

contradictoires oblige à tenir des langages pluriels» et, continue Philippe Braud, des «signaux seront émis en direction des noyaux fidèles qui pourront être parfaitement contradictoires avec ceux émis en direction de l'électorat marginal du parti»<sup>49</sup>. Or l'UMP n'est pas un parti républicain national mais l'équivalent et l'homologue du PP espagnol, des Tories ou de la CDU. Si elle compte des républicains nationaux en son sein, ceux-ci constituent une minorité dont le héros déchu était Dominique de Villepin et Nicolas Dupont-Aignant tenta vainement de les représenter lors des présidentielles. Il suffit de comparer les 19% obtenus par le Président Chirac au premier tour de 2002 à l'excellent résultat de Sarkozy pour comprendre qu'il est malaisé de déterminer dans l'électorat de ce dernier, «noyau fidèle» et «électorat marginal». Si des «signaux contradictoires» peuvent être, lors d'une campagne électorale, donnés en direction de pôles opposés, le grand écart est un exercice beaucoup plus difficile en matière de politiques publiques. Forcément il y aura des déçus et, conjonctures et contraintes internationales obligent, on les trouvera dans le camp nationaliste.

L'ultranationalisme identitaire a encore des beaux jours devant lui. Le FN s'est suffisamment enraciné et organisé que pour rebondir. L'évolution électorale dans le midi montre que la gauche peut également puiser dans le vivier de l'électorat populaire du nationalisme, d'autant que nombre des plus âgés de ces électeurs viennent de la gauche et présentent les caractéristiques sociologiques d'un électoral de gauche. Pour le PS il y a aussi une contradiction à gérer: entre électoral populaire, attaché à la protection sociale et sécuritaire d'une part et, de l'autre, «bobo» urbains –bourgeois bohèmes– avides de libéralisme culturel, volontiers libertaires et enclins à «danser sur le pont d'Avignon» car, eux aussi, «boulistes».

### **Une France multipolaire**

Grand vaincu, tant en chiffres absolus qu'en pourcentages, des divers scrutins de 2007, le FN conserve ses députés européens et ses conseillers régionaux et, partant, toutes ses capacités de rebond. Tout dépendra du discernement ou des erreurs de ses dirigeants. le recours au modèle des

quatre clivages fondamentaux de Rokkan permet de localiser le clivage centre/périmétrie comme la seconde dimension structurante de la vie partisane française. Le système politique français se révèle donc tripolaire et il importe de renouer avec les totalisations tripartites des résultats électoraux tels que le faisait jadis le CEVIPOF dans ses grandes analyses post-électorales des années soixante. Jamais on aurait du s'en départir ou, plus précisément, y revenir dès que, refermée la parenthèse de 1974-1981, le Front national s'installait dans le rôle de troisième larron.

Cependant, pour pousser plus loin l'analyse en termes «rokkaniens» le système partisan français n'est-il que tripolaire? Le triomphe de Nicolas Sarkozy ne devrait pas occulter les résultats étonnantes du premier tour des présidentielles car le bon score de ce dernier et le succès d'estime de Ségolène Royal n'égalent pas en termes de surprise le résultat obtenu par le candidat centriste François Bayrou. L'existence d'un centre, irréductible à la droite comme à la gauche: voilà une donnée que politistes et sondeurs avions rayés de nos tablettes... Avec un électorat dont les sondages ont montré la spécificité.

Le résultat de François Bayrou est d'autant plus étonnant car de 2002 à 2007, il triple son score et que ce résultat s'effectua au départ d'une base faible: son parti le MoDem fut constitué à partir d'un résidu de l'UDF abandonné par une grande fraction de ses élus qui rejoignirent l'UMP en 2002 et d'autres qui se rallient au candidat Sarkozy dès le premier tour de 2007. Le processus d'abandons s'est continué aux législatives qui firent figure de déroute pour le centre alors que les sondages montrent qu'il possède un électorat potentiel. En fait, si la droite a toujours présenté deux candidats crédibles –Chirac/Balladur en 1995, Chirac/Barre en 1988, Giscard/Chirac en 1981, Giscard/Chaban en 1974– aucun des dits candidats ne peut être identifié au centrisme et les spécialistes ne se trompèrent pas en opposant «gaullisme» ou Majorité présidentielle, à la «droite d'opposition» car le centrisme disparaît, on l'a vu, en 1974 en se diluant dans le «giscardisme» incarné par l'UDF première manière. Le rapprochement des 18% obtenus par François Bayrou au 15% de Jean Lecanuet serait plus pertinents n'étaient le soutien appuyé des secteurs

antigaullistes de la «droite classique» et les reports de l'extrême-droite sur les candidats du centre démocrate aux législatives de 1967. Finalement c'est avec le résultat d'Alain Poher que la comparaison s'avère intéressante. Il y a quelque chose de «néo-defferiste» chez les électeurs de François Bayrou dans le double rejet du nationalisme d'une part et du slogan «à gauche toute» de l'autre<sup>50</sup>. L'affaissement du Parti communiste a, en effet, été compensé par l'émergence d'une extrême-gauche, incarnée par deux formations trotskystes, l'une historique représentant la IV<sup>e</sup> Internationale, la Ligue communiste révolutionnaire, l'autre sectaire et spécifiquement française, Lutte ouvrière, connue grâce à l'éternelle candidate Arlette Laguiller. Une partie conséquente de l'électorat de gauche refuse toute ouverture vers l'électorat séduit par ces deux formations et rêve d'une alliance avec le centre, un centre redevenu crédible grâce à François Bayrou. Le projet porté jadis par Gaston Defferre, la Fédération démocrate socialiste retrouve dès lors une actualité.

En fait, les électeurs qui donnèrent leurs suffrages à Bayrou en 2007 se caractérisent par un rejet total de la binarité des choix politiques, de ce que Sam Finer qualifiait d'*Adversary Politics*. Ils souhaitent que, à l'instar des pays du Benelux ou de Scandinavie, la majorité parlementaire corresponde à une majorité réelle des suffrages exprimés et que, partant, une minorité ne puisse plus gouverner et imposer ses vues au plus grand nombre grâce au scrutin pluralitaire. Il s'agit donc d'un rejet du *Westminster Model* au profit d'une forme plus conforme à la démocratie de concordance. Cet électorat semble accepter les changements et la «contre-réforme» imposés par la mondialisation économique d'une part, mais entend qu'ils soient réalisés sur la base du plus large consensus possible et après un véritable dialogue social, d'autre part. Il paraît évident que la «crise du CPE» qui vit un premier ministre, qui jamais ne détint de mandat électif et à la tête d'une majorité sanctionnée par trois désaveux électoraux successifs (européennes, régionales et référendum sur le Traité constitutionnel européen), décider presque tout seul d'une mesure bouleversant le Code du travail. Les «Cent jours» de la présidence de Nicolas Sarkozy montre que ce dernier a parfaitement décodé ce message.

Si l'on veut identifier le courant historique qui porta François Bayrou, les choses sont claires: il s'agit de la démocratie chrétienne dont il reflète la géographie électorale. Une démocratie chrétienne sécularisée, tenante d'une laïcité ouverte, qui incarne un tempérament, une certaine façon de gouverner fondée sur le dialogue social, culturel, et politique. Une démocratie chrétienne qui ne recueille même pas la majorité du vote catholique, selon un sondage réalisé par le quotidien «La Croix» avant le premier tour des présidentielles de 2007<sup>51</sup>.

Mais ces caractéristiques de l'électorat de François Bayrou ne pourraient, en aucun cas, surprendre un politiste dès lors que celui-ci use du recul historique .En effet, en France comme en Catalogne ou, de façon éphémère, la démocratie chrétienne constitue une force politique minoritaire qui ne fut cléricale qu'aux yeux des plus anticléricaux et dont l'objectif était de soustraire l'électorat catholique à l'emprise des partis de droite. Elle n'y parvint réellement qu'après la guerre où le MRP trouva grâce aux yeux du vote des catholiques qui virent dans «ces rouges chrétiens» selon les termes de Maurice Duverger –un polémiste de droite définit même le MRP comme un «poisson rouge nageant dans l'eau bénite»– le meilleur rempart contre les rouges tout court, en un temps difficile où les formations conservatrices avaient été discréditées par leur soutien au Régime de Pétain. Sauf pendant ce bref laps de temps, la France ne connut pas de grand parti confessionnel drainant toutes les sensibilités politiques existant dans le monde catholique à l'inverse de l'Italie, du Benelux, ou de la Suisse; à cet égard le pays s'apparente à la Péninsule ibérique et pour les mêmes causes: l'alliance du «trône et de l'autel», l'Eglise liant politiquement son destin à celui de la droite monarchiste<sup>52</sup>.

Non seulement le système politique français n'est pas bipolaire mais compte quatre pôle: «droite classique», gauche, national et démocrate chrétien. Il en existerait un cinquième, le pôle écologiste, si la faiblesse des formations qui s'en revendiquent et leur émiettement, n'interdisaient l'usage de ce mot à leur égard. Ces différents pôles résultent de l'entrecroisement historique de trois clivages et des aléas de leur traduction

dans des partis politiques; il s'agit, en l'occurrence des clivages: Possédants/Travailleurs, Centre/Périmphérie et Eglise/Etat<sup>53</sup>.

La France et, dans une mesure moindre l'Angleterre –représente une étrange anomalie: elle donne l'impression de posséder deux systèmes de partis: l'un pour les législatives et les élections cantonales (pour les conseils généraux qui régissent les départements), l'autre pour les élections européennes, municipales et régionales. Les premiers tours des présidentielles montrent qu'il ne faut voir là nulle schizophrénie des électeurs. Dès qu'on recourt à un mode de scrutin plus conforme à la politique des pays du Continent européen, le système s'avère résolument multipartite, dès qu'on recourt à des procédés majoritaires, il tend vers le bipartisme. Or l'usage qui est fait de la proportionnelle pour les élections municipales surtout mais aussi, depuis la dernière manipulation des modes de scrutins régionaux et européens, introduit des seuils et des procédures tels que, seul le mode de scrutin hongrois, peut rivaliser en complexité avec celui de l'hexagone. Malgré ces obstacles le multipartisme résiste. C'est que l'obsession majoritaire qui anime l'UMP et, malgré ses principes, le PS, si elle est largement partagée par les élites politiques et médiatiques, ne l'est pas pour l'électorat qui exprime sa multipolarité dès qu'il le peut même si, le traumatisme de 2002 aidant, il tend à se reporter sur les candidats qui paraissent les plus crédibles<sup>54</sup>.

On sait, depuis les travaux de Lijphart, qu'on entend par «démocratie» deux modes de gouvernements bien distincts visant à des objectifs différents: les démocraties majoritaires et les démocraties consensuelles<sup>55</sup>. Selon nous, les philosophies qui orientent ces deux modes de gouvernement varient du tout au tout. Pour la première la conception qui l'anime est celle de l'efficacité: assurer un gouvernement stable et efficace au détriment de sa représentativité. Des procédés institutionnels viseront à créer des majorités gouvernementales solides ce qui, en pratique, consiste à convertir une majorité relative en majorité absolue et, partant, à confier le pouvoir à une minorité. Pour la seconde la philosophie qui l'inspire est celle de la représentativité, il s'agit, dans la conception du gouvernement représentatif, de faire du Parlement le miroir le plus fidèle possible des

forces politiques du pays et de donner le pouvoir au parti ou, à défaut, à la coalition de partis qui dispose d'une véritable majorité électorale, dusse l'efficacité en souffrir. En règle générale –sauf en Suisse et aux Pays-Bas– les procédures institutionnelles tendent à rechercher un optimum entre ces deux exigences que sont gouverner d'une part et représenter d'autre part.

Or depuis «la faute de M. Jospin», c'est à dire l'introduction d'un mandat présidentiel de cinq ans aligné sur celui du Président avec élections législatives qui suivent de quelques semaines l'investiture du Président, la France est devenue la plus «majoritaire» des démocraties européennes. Mais dotée de procédures telles que le régime est devenu un césarisme démocratique où rien ne subsiste entre le Président et l'opinion, un hyper-présidentialisme, distinct du Régime présidentiel qui lui repose sur la séparation des pouvoirs. C'est en vain qu'on chercherait le système de «*checks and balances*», caractéristique du régime des Etats-Unis. En effet le Président peut compter sur un parti hégémonique dont les députés lui doivent, pour la plupart, leur élection. Car une fois le Président élu, il peut, comme en 1981, en 2002 ou en 2007, constituer un gouvernement intérimaire qui prenne des mesures superficielles mais spectaculaires et cosmétiques mais aussi multiplier les annonces et déclarations d'intention très médiatiques, préparant ainsi la victoire électorale de son camp. Cette règle du jeu est tellement intériorisée par les dirigeants des grands partis que ceux-ci mènent leur campagne électorale législative avec un moral de vaincu.

Le cas du PS est à cet égard très révélateur. En 2002, après la déroute de son candidat Lionel Jospin lors du premier tour des présidentielles, ce fut lui, ses militants et ses partisans qui se mobilisèrent contre Jean-Marie Le Pen, organisant manifestations et démonstrations dans la rue. Avec plus de 82% des suffrages contre moins de 20% au premier tour Jacques Chirac avait obtenu une victoire électorale qui fut tout autant celle du PS que celle de l'UMP. Le PS aurait donc pu légitimement faire campagne en faveur d'une nouvelle cohabitation et le Président Chirac pratiquer une très large ouverture; il n'en fut rien. En 2007 la candidate Ségolène Royal, avec 25,78% au premier tour et près de 47%

au second, obtint un score des plus honorables. Mieux encore non seulement son résultat est meilleur que celui obtenu par François Mitterrand lors de sa première candidature en 1965 mais en plus de reconquérir la majorité du vote ouvrier aux dépens du FN et de conquérir les suffrages des jeunes, la candidate socialiste fait atteindre à son parti un nombre de vote qui, en chiffres absolus, constitue son maximum historique. Il n'y avait pas de quoi mettre le drapeau rose en berne et pourtant mue, par une espèce de *fair-play sportif* déplacé, la direction du PS n'entendit pas faire des législatives la revanche des présidentielles et le sursaut dont elle bénéficia au second tour était plus le fruit d'une gaffe du nouveau ministre de l'Economie et des finances, Jean-Louis Borloo que dû aux mérites de la campagne électorale du PS!

Les «éléphants» du PS relayés par certains médias ont fait porter la responsabilité de leur échec à leur candidate alors qu'il incombe à la fois aux dommages causés par la campagne interne pour la candidature –les attaques les plus perfides lancées contre Ségolène Royal venaient de l'intérieur du parti– et aux difficultés de coordination entre d'une part le programme de l'état-major de la candidate et, de l'autre, le programme et l'appareil du parti. Deux aspects qui dévoilent la difficulté du PS –parti d'idées au sens de Burdeau et de militants au sens de Jean Charlot– de s'adapter aux exigences de la «société du spectacle», de «l'ère du vide» et de l'hyper présidentialisation<sup>56</sup>. De même est-il absurde de reprocher à Nicolas Sarkozy d'être présent partout sur le terrain, de traiter directement les dossiers de réduire le premier ministre à une sorte de vice-président, à un rôle de lieutenant. Il a compris que, depuis l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, le temps des présidents arbitres est désormais révolu et il gouverne conformément à la nouvelle logique des institutions. Une logique totalement centrée sur la présidence et l'élection présidentielle qui, par conséquent, réduit le Parlement à jouer les utilités et les députés du parti du président au rôle de godillots, qui, de plus en plus, devront leur mandat au succès de l'élu présidentiel.

En définitive seuls existent au plan national, les partis capables de faire élire un Président de la République; c'est *mutatis mutandis* le rôle des

partis présidentiels aux Etats-Unis. Une telle évolution tend à assurer l'hégémonie du parti du président mais elle ne mène pas forcément au bipartisme et le passé nous apprend que trois formations sont susceptibles de faire élire leur candidat à la présidence. Il ne faut donc pas enterrer prématurément le Modem de François Bayrou, avec un système aussi personnalisé que l'hyper présidentialisme l'avenir reste ouvert. Compte tenu de la configuration des clivages historiques en France quatre courants sont théoriquement capables potentiellement de gagner la course présidentielle: la gauche, le libéralisme, le républicanisme national et le centrisme. D'autant plus que tant les élections européennes que les scrutins régionaux et municipaux ainsi que le premier tour des élections présidentielles permettent à ces courants de s'exprimer. L'important alors, pour un parti, est de disposer d'un candidat ou d'une candidate de qualité et d'être capable de maîtriser les canons d'une campagne à l'américaine.

On se gardera donc de conclure hâtivement à l'instauration d'un bipartisme durable. La structure des possibilités objectives –au sens de Weber– conserve sa configuration quadripolaire. L'avenir reste très ouvert et dépend de la qualité des leaders et de la capacité mobilisatrice des organisations partisanes. Les élections de 2007 constituent la victoire de Nicolas Sarkozy et non celle de l'UMP qui courait vers une défaite annoncée. L'«ouverture» apparaît, dès lors, comme une conséquence logique et le nouveau Président a tout intérêt à «ratisser large», bien au-delà de son camp. Ainsi, et contrairement à ce qui se passa en 2002, les députés de la défunte UDF qui abandonnèrent François Bayrou pour se rallier au nouveau Président de la République ne furent pas poussés à intégrer l'UMP, bien au contraire, ils constituèrent le Nouveau centre avec la bénédiction de ce dernier. De même, on Peut gager que le locataire de l'Elysée verrait d'un assez bon œil l'apparition d'un petit parti regroupant des «sarkozystes de gauche».

## Notes

1. Par «élections législatives» on entend, en France, l'élection des députés à l'Assemblée nationale, c'est à dire la chambre basse du Parlement. Quant à la chambre haute, le Sénat, qui est loin d'être dénuée de pouvoirs législatifs et surtout, constitutionnels, il est l'élu des notables, élus locaux avec une extraordinaire surreprésentation du monde rural. Il s'agit d'un cas unique en Europe.
2. L'échelle de Sartori comprend 7 niveaux: 1. parti unique, 2. parti hégémonique, 3. parti prédominant, 4. bipartisme, 5. pluralisme limité, 6. pluralisme extrême, 7. atomisé, in G. SARTORI, *Parties and Party Systems*, Colchester, ECPR Press, 2005, p. 110, 1<sup>ère</sup> éd. 1976.
3. G. GRUNBERD et Fl. HAEGEL, *La France vers le bipartisme?*, Paris, Presses de Sciences po, 2007.
4. G. LAVAUX, *Partis politiques et réalités sociales*, Paris, A Colin, 1953.
5. Depuis les travaux séminaux de Stein Rokkan (S.M. LIPSET et St. ROKKAN, *Party Systems and Voters Alignments*, New York, Free Press, 1967, le terme a été utilisé largement par la presse et fut victime d'un «étirement conceptuel» de la part de politistes peu critiques jusqu'à signifier un synonyme de conflits, oppositions, divergences, différences, etc... On l'entendra ici dans son acception originelle de cassures historiques et durables, traduction des conflits de la société civile dans le système politique par la médiation des partis. Pour plus de précisions cf. D-L SEILER, «L'actualité des partis en termes de clivages sociopolitiques», in D. ANDOLFATTO et al. (dir.), *Les partis politiques. Quelles perspectives?*, Paris, L'Harmattan, 2001, et D-L SEILER, «Les clivages politiques en Europe centrale: Analyse comparative et dérive des concepts», in J-M DE WAELE (dir.), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, pp. 31-56.
6. M. DUVERGER, *Les Partis politiques*, Paris, A. Colin, 1981, 10<sup>ème</sup> édition dans la collection «Points», pour une présentation et une analyse sur les thèses de Duverger cf. D-L SEILER, *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Economica, 1986.
7. G. SARTORI, *Op. cit*, p. 111.
8. D. CHAGNOLLAUD et J-L QUERMONNE, *La V<sup>e</sup> République: III Le pouvoir législatif et le système de partis*, Paris, Flammarion/Champs, 2000, p. 132.
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*, p. 133.
11. Le PSU-Parti socialiste uniifié –naquit en 1961 de la fusion entre le Parti socialiste autonome– issu de la gauche de la SFIO qui quitta ce parti trop impliqué dans le soutien à la guerre d'Algérie d'une part et de l'autre de l'union

- de la gauche socialiste regroupant trotskystes, anciens «compagnons de route» du PCF et dissidents de gauche du MRP démocrate-chrétien.
12. R. REMOND, *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982.
  13. Les autres ministres étaient Jean de Broglie –prince issu d'une grande famille animiste qui sera assassiné 15 ans plus tard– et Louis Jacquinot.
  14. Cf. J. CHARLOT, «La tactique et la campagne des partis» in Fr. GOGUEL (dir.), *Le référendum d'octobre et les élections de novembre 1962*, Paris, FNSP, 1965, p. 95.
  15. J. TOUCHARD et J-L PARODI, «L'enjeu du référendum du 28 octobre 1962», in *ibid.*, p. 49.
  16. Fr. BORELLA, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1986.
  17. Nombre de jeunes politologues américains mais, de plus en plus, européens souffrent d'une totale inculture historique et d'une méconnaissance comparative.
  18. J. CHARLOT, *Op. cit*, p. 88.
  19. Cité in J. CHAPSAL et A. LANCELOT, *La vie politique en France depuis 1940*, Paris, PUF, p. 482.
  20. Ils furent tous les deux battus pas le candidat gaulliste.
  21. J. CHARLOT, *Op. cit*, p. 100.
  22. G. DEFFERRE, *Un nouvel horizon*, Paris, Gallimard, 1965, p. 20. Un petit livre qui mérite aujourd'hui d'être relu, singulièrement par les militants d'un PS en mal de rénovation.
  23. Il s'agissait d'un courant européen, né dans la résistance et influencé par une meilleure connaissance de l'expérience britannique et qui entendait rassembler social-démocratie et démocratie chrétienne. Ce «travaillisme» se réalisa plus ou moins aux Pays-Bas mais échoua en Belgique avec la tentative de l'UDB.
  24. La CIR réunissait autour de François Mitterrand, d'une part des clubs de gauche –dont le club des Jacobins de Charles Hernu et rescapés de la gauche de l'UDSR dont Roland Dumas– outre le futur président de la République les principaux dirigeants étaient Pierre Joxe et Claude Estier.
  25. C. YSMAL, «La stratégie des formations politiques devant la perspective de l'élection présidentielle» in CEVIPOF, *L'Election présidentielle de décembre 1965*, Paris, Presses de Sciences Po, 1970, p. 64.
  26. *Ibid.*
  27. Le sénateur modéré Pierre Marcilaçy avait le soutien de conservateurs et de libéraux éparses tandis que M Tixier-Vignancourt incarnait, l'extrême-droite, toutes les nostalgies coloniales et postcoloniales.

28. Fr. BON, *Les élections en France*, Paris, Seuil, 1978, P. 183.
29. L'UDR –Union des Démocrates pour la République– avait succédé en 1968 à l'Union des Démocrates pour la V<sup>e</sup> République (UDV<sup>é</sup>), elle même issue de la fusion entre l'UNR et l'UDT, jusqu'en 1964, seulement fédérées.
30. Sur ce thème voir l'excellent A. BERGOUGNIOUX et G. GRUNBERG, *Le long remord du pouvoir*, Paris, Fayard, 1992.
31. Cf. note 5, pour un résumé en français, D-L. SEILER, *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 2000.
32. Pour une synthèse de fonds sur le Front national, cf. P. PERRINEAU, *Le symptôme Le Pen*, Paris, Fayard, 1998 et J. VIARD (dir.), *Aux sources du populisme nationaliste*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 1996.
33. G. MICHELAT et J-P. H. THOMAS, *Dimensions du nationalisme*, Paris, FNSP, 1965. Enquête effectuée sur 223 étudiants des IEP de Paris, Grenoble et Strasbourg du 24 janvier au 14 février 1962, tous de nationalité française. L'IEP de Bordeaux servit à la pré-enquête de décembre 1961.
34. *Ibid.*, p. 48.
35. *Ibid.*, nos italiques.
36. *Ibid.*, nos italiques.
37. *Ibid.*
38. *Ibid.*, p. 119.
39. S.M. LIPSET et S. ROKKAN, *Op. cit.* et D-L. SEILER, «Les clivages politiques en Europe centrale: Analyse comparative et dérives des concepts» in J-M. DE NABLE, *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Ed. de l'Université, 2003, pp. 31-55.
40. N. MAYER et P. PERRINEAU (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de sciences po, 1996, 2<sup>e</sup> éd.
41. Fr. BORELLA, *Les partis politiques en Europe*, Paris, Seuil, 1979, p. 120.
42. *Ibid.*, p. 122.
43. R. REMOND, *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982. Voir aussi son actualisation: *Les droites aujourd'hui*, Paris, Audibert, 2005.
44. Z. STERNHELL, *Ni droite, ni gauche: l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 1987, nouvelle édition.
45. Fr. BORELLA, *Les partis politiques dans la France...*, p. 122.
46. N. MAYER et P. PERRINEAU, *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de sciences po, 1996, 2<sup>e</sup> édition, p. 50.
47. *Ibid.*

48. D-L. SEILER, «Multipolarité et bipolarisation: la résistible ascension du Front National», in *Etat, société et pouvoir à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle: Mélanges en l'honneur de François Borella*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1998, p. 446.
49. Ph. BRAUD, *Le suffrage universel contre la démocratie*, Paris, PUF, 1981, p. 39.
50. SOFRES, sondage réalisé entre les deux tours des présidentielles, disponible sur le site Internet de cet institut de sondages.
51. *La Croix*, Mardi 6 mars 2007. Nicolas Sarkozy obtenait 33% du vote catholique, Ségolène Royal 22% et François Bayrou 18%. Une analyse de sociologie électorale plus fouillée donne 37% à Sarkozy mais Bayrou à égalité avec Royal à 20% et, surtout, la comparaison avec le vote des sans religion montre que, avec 14%, le candidat centriste plaît nettement moins à cette catégorie d'électeurs. N. GRIGNY, «Le vote des catholiques», *Revue politique et parlementaire*, n. 1044, Juillet-septembre 2007, pp. 240-241.
52. D-L. SEILER, *Les partis politiques en Occident*, Paris, Ellipses, 2003.
53. «Clivage» doit s'entendre comme des fractures historiques durables engendrant des partis et non comme des oppositions conjoncturelles ou factuelles.
54. L'éditorial de Jean-Marie Colombani dans *Le Monde* à la veille du premier tour des présidentielles de 2007 où il conseillait de voter Royal ou Sarkozy, illustre cette obsession du bipartisme.
55. A. LIJPHART, *Democracies*, New Haven, Yale University Press, 1984.
56. Le PS appartient, par son organisation, à la catégorie des partis de militants, c'est à dire à une forme très affaiblie du parti de masses décrit par Duverger. Le pouvoir, y appartient aux militants et aux partis non à ses députés. certains journalistes très opposés au PS ont cru le considérer comme un «parti d'élus», ce qui du point de vue de la science politique ne veut rien dire et le considérer comme un «parti de cadres» est erroné du fait du rôle des adhérents.